

*Universal Postal Union. Signed at Madrid, Spain, November 30, 1920; ratified and approved, with reservations, by the Postmaster General, December 31, 1921; approved by the President, January 23, 1922.* November 30, 1920.

[Translation by Post Office Department.]

UNION POSTALE UNIVERSELLE. UNIVERSAL POSTAL UNION.

CONVENTION POSTALE UNIVERSELLE ENTRE UNIVERSAL POSTAL CONVENTION Universal Postal Convention.

CONCLU ENTRE

CONCLUDED BETWEEN

<p>L'ALLEMAGNE, LES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, LES ILES PHILIPPINES, LES AUTRES POSSESSIONS INSULAIRES DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE, L'AUTRICHE, LA BELGIQUE ET LA COLONIE DU CONGO BELGE, LA BOLIVIE, LE BRÉSIL, LA BULGARIE, LE CHILI, LA CHINE, LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE, LA RÉPUBLIQUE DE COSTA-RICA, LA RÉPUBLIQUE DE CUBA, LE DANEMARK, LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, L'ÉGYPTE, L'ÉQUATEUR, L'ESPAGNE ET LES COLONIES ESPAGNOLES, L'ÉTHIOPIE, LA FINLANDE, LA FRANCE, L'ALGÉRIE, LES COLONIES ET PROTECTORATS FRANÇAIS DE L'INDOCHINE, L'ENSEMBLE DES AUTRES COLONIES FRANÇAISES, LA GRANDE-BRETAGNE ET DIVERSE DOMINIONS, COLONIES ET PROTECTORATS BRITANNIQUES, L'INDE BRITANNIQUE, LA COMMONWEALTH DE L'AUSTRALIE, LE CANADA, LA NOUVELLE-ZÉLANDE, L'UNION DE L'AFRIQUE DU SUD, LA GRÈCE, LE GUATÉMALA, LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI, LA RÉPUBLIQUE DU HONDURAS, LA HONGRIE, L'ISLANDE, L'ITALIE ET LES COLONIES ITALIENNES, LE JAPON, LE CHOSEN, L'ENSEMBLE DES AUTRES DÉPENDANCES JAPONAISES</p>	<p>GERMANY, UNITED STATES OF AMERICA, PHILIPPINE ISLANDS, the other ISLAND POSSESSIONS of the UNITED STATES OF AMERICA, ARGENTINE REPUBLIC, AUSTRIA, BELGIUM and the COLONY OF THE BELGIAN CONGO, BOLIVIA, BRAZIL, BULGARIA, CHILE, CHINA, REPUBLIC OF COLOMBIA, REPUBLIC OF COSTA RICA, REPUBLIC OF CUBA, DENMARK, DOMINICAN REPUBLIC, EGYPT, ECUADOR, SPAIN and the SPANISH COLONIES, ETHIOPIA, FINLAND, FRANCE, ALGERIA, the FRENCH COLONIES AND PROTECTORATES OF INDO CHINA, the whole of the other FRENCH COLONIES, GREAT BRITAIN, and various BRITISH DOMINIONS, COLONIES and PROTECTORATES, BRITISH INDIA, the COMMONWEALTH OF AUSTRALIA, CANADA, NEW ZEALAND, the UNION OF SOUTH AFRICA, GREECE, GUATEMALA, REPUBLIC OF HAITI, REPUBLIC OF HONDURAS, HUNGARY, ICELAND, ITALY and the ITALIAN COLONIES, JAPAN, CHOSEN (KOREA), the whole of the other JAPANESE DEPENDENCIES, REPUBLIC OF LIBERIA, LUXEMBURG, MOROCCO (except the Spanish Zone), MOROCCO (SPANISH ZONE), MEXICO, NICARAGUA, NORWAY, REPUBLIC OF PANAMA, PARAGUAY, NETHERLANDS</p>
--	---

Contracting Powers.

LA RÉPUBLIQUE DE LIBÉRIA, LE LUXEMBOURG, LE MAROC (À L'EXCLUSION DE LA ZONE ESPAGNOLE), LE MAROC (ZONE ESPAGNOLE), LE MEXIQUE, LE NICARAGUA, LA NORVEGE, LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA, LE PARAGUAY, LES PAYS-BAS, LES INDES NÉERLANDAISES, LES COLONIES NÉERLANDAISES EN AMÉRIQUE, LE PÉROU, LA PERSE, LA POLOGNE, LE PORTUGAL, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'AFRIQUE, DE L'ASIE ET DE L'OCÉANIE, LA ROUMANIE, LE SALVADOR, LE TERRITOIRE DE LA SARRE, LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVENES, LE ROYAUME DE SIAM, LA SUÈDE, LA SUISSE, LA TCHÉCOSLOVAQUIE, LA TUNISIE, LA TURQUIE, L'URUGUAY ET LES ÉTATS-UNIS DE VENEZUELA.

DUTCH EAST INDIES, DUTCH COLONIES IN AMERICA, PERU, PERSIA, POLAND, PORTUGAL, PORTUGUESE COLONIES IN AMERICA, IN ASIA AND OCEANIA, ROUMANIA, SALVADOR, TERRITORY OF THE SARRE, KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES, KINGDOM OF SIAM, SWEDEN, SWITZERLAND, CZECHOSLOVAKIA, TUNIS, TURKEY, URUGUAY, and UNITED STATES OF VENEZUELA.

Preamble.  
Source of authority

Les soussignés, plénipotentiaires des Gouvernements des pays ci-dessus énumérés, s'étant réunis en Congrès à Madrid, en vertu de l'article 25 de la Convention postale universelle conclue à Rome le 26 mai 1906 ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, révisé ladite Convention conformément aux dispositions suivantes:

Vol. 35, p. 1663.

The undersigned, plenipotentiaries of the Governments of the above-named countries, being assembled in Congress at Madrid, by virtue of Article 25 of the Universal Postal Convention concluded at Rome on the 26th of May, 1906, have by mutual consent and subject to ratification, revised the said Convention to read as follows:

#### ARTICLE 1.

##### *Définition de l'Union Postale.*

Object of convention.

Les pays entre lesquels est conclue la présente Convention, ainsi que ceux qui y adhéreront ultérieurement forment, sous la dénomination d'Union postale universelle, un seul territoire postal pour l'échange réciproque des correspondances entre leurs bureaux de poste.

#### ARTICLE 2.

##### *Envois auxquels s'applique la Convention.*

Scope of provisions.

Les dispositions de cette Convention s'étendent aux lettres, aux cartes postales simples et

#### ARTICLE 1.

##### *Definition of the Postal Union.*

The countries between which the present Convention is concluded, as well as those which may adhere to it hereafter, form, under the title of Universal Postal Union, a single postal territory for the reciprocal exchange of correspondence between their post offices.

#### ARTICLE 2.

##### *Articles to which the Convention applies.*

The provisions of this Convention cover letters, post cards, both single and reply-paid, printed

avec réponse payée, aux imprimés de toute nature, aux papiers d'affaires et aux échantillons de marchandises originaires de l'un des pays de l'Union et à destination d'un autre de ces pays. Elles s'appliquent également à l'échange postal des objets ci-dessus entre les pays de l'Union et les pays étrangers à l'Union, toutes les fois que cet échange emprunte les services de deux des parties contractantes au moins.

ARTICLE 3.

*Transport des dépêches entre pays limitrophes; services tiers.*

1.—Les Administrations des postes des pays limitrophes ou aptes à correspondre directement entre eux sans emprunter l'intermédiaire des services d'une tierce Administration, déterminent, d'un commun accord, les conditions du transport de leurs dépêches réciproques à travers la frontière ou d'une frontière à l'autre.

2.—A moins d'arrangement contraire, on considère comme services tiers les transports maritimes effectués directement entre deux pays, au moyen de paquebots ou bâtiments dépendant de l'un d'eux, et ces transports, de même que ceux effectués entre deux bureaux d'un même pays, par l'intermédiaire de services maritimes ou territoriaux dépendant d'un autre pays, sont régis par les dispositions de l'article suivant.

3.—Les hautes parties contractantes s'engagent à ne pas imposer, au titre postal, d'obligations spéciales aux paquebots affectés à des services réguliers de transport des correspondances et dépendant d'un pays de l'Union, en échange des avantages et privilèges qui pourraient exister ou être institués en faveur d'une catégorie quelconque de navires marchands, notamment pour les formalités et opérations au départ des ports ou à l'arrivée.

papers of every kind, commercial papers, and samples of merchandise originating in one of the countries of the Union and addressed to another of those countries. They also apply to the exchange by post of the articles above mentioned between the countries of the Union and countries outside of the Union, whenever the services of two of the contracting parties at least are used for that exchange.

ARTICLE 3.

*Conveyance of mails between contiguous countries; third services.*

1. The Postal Administrations of contiguous countries or countries able to correspond directly with each other without making use of the services of a third Administration settle, by mutual consent, the conditions of conveyance across the frontier or from one frontier to the other of the mails which they exchange.

2. In the absence of any other arrangement, the direct sea conveyance between two countries by means of packets or vessels maintained by one of them is considered as a third service; and this conveyance, as well as conveyance between two offices of the same country, by means of sea or land services maintained by another country, is governed by the terms of the following article.

3. The high contracting parties undertake not to impose, on postal grounds, special obligations on packets employed in regular mail services and maintained by a country of the Union, in exchange for advantages and privileges which may exist or be established in favor of any class of merchant ships, especially as regards the formalities and arrangements on entering or leaving port.

Special agreement by contiguous countries.

Maritime conveyance.

No special regulations to be imposed on mail vessels. Post, p. 2004.

## ARTICLE 4.

*Frais de transit et d'entrepôt.*

Transit and warehouse rates.

Transit guaranteed.

Service suppressed if not accorded.

Reciprocal rights.

Transit charges for closed mails.

Land transits.

1.—La liberté du transit est garantie dans le territoire entier de l'Union.

Les Administrations ont le droit de supprimer le service postal avec tout pays qui n'observerait pas les dispositions de l'alinéa précédent. Ces Administrations doivent donner préalablement, par télégramme, avis de cette mesure à l'Administration intéressée.

2.—Les diverses Administrations postales de l'Union peuvent s'expédier réciproquement par l'intermédiaire d'une ou de plusieurs d'entrelles, tant des dépêches closes que des correspondances à découvert, suivant les besoins du trafic et les convenances du service postal.

3.—Les correspondances échangées en dépêches closes entre deux Administrations de l'Union, au moyen des services d'une ou de plusieurs autres Administrations de l'Union, sont soumises, au profit de chacun des pays traversés ou dont les services participent au transport, aux frais de transit suivants, savoir:

1° Pour les parcours territoriaux:

a) à 1 franc 50 centimes par kilogramme de lettres et de cartes postales et à 20 centimes par kilogramme d'autres objets, si la distance parcourue n'excède pas 3000 kilomètres;

b) à 3 francs par kilogramme de lettres et de cartes postales et à 40 centimes par kilogramme d'autres objets, si la distance parcourue est supérieure à 3000 kilomètres, mais n'excède pas 6000 kilomètres;

c) à 4 francs 50 centimes par kilogramme de lettres et de cartes postales et à 60 centimes par kilogramme d'autres objets, si la distance parcourue est supérieure à 6000 kilomètres, mais n'excède pas 9000 kilomètres;

## ARTICLE 4.

*Transit and warehousing charges.*

1. Freedom of transit is guaranteed throughout the entire territory of the Union.

Administrations have the right to suppress the postal service with any country which does not observe the provisions of the preceding paragraph. These Administrations must give previous notice of this measure, by telegraph, to the Administration concerned.

2. The several Postal Administrations of the Union may send reciprocally through the medium of one or of several of them, both closed mails and correspondence *à découvert*, according to the needs of the traffic and the requirements of the postal service.

3. Correspondence exchanged in closed mails between two Administrations of the Union, by means of the services of one or of several other Administrations of the Union is subject to the following transit charges to be paid to each of the countries traversed or whose services participate in the conveyance, viz.:

1. For land transits:

(a) 1 franc 50 centimes per kilogram of letters and post cards and 20 centimes per kilogram of other articles, if the distance traversed does not exceed 3,000 kilometers;

(b) 3 francs per kilogram of letters and post cards and 40 centimes per kilogram of other articles, if the distance traversed exceeds 3,000 kilometers but does not exceed 6,000 kilometers;

(c) 4 francs 50 centimes per kilogram of letters and post cards and 60 centimes per kilogram of other articles, if the distance traversed exceeds 6,000 kilometers but does not exceed 9,000 kilometers;

*d*) à 6 francs par kilogramme de lettres et de cartes postales et à 80 centimes par kilogramme d'autres objets, si la distance parcourue excède 9000 kilomètres.

2° Pour les parcours maritimes:

*a*) à 1 franc 50 centimes par kilogramme de lettres et de cartes postales et à 20 centimes par kilogramme d'autres objets, si le trajet n'excède pas 300 milles marins. Toutefois, le transport maritime sur un trajet n'excédant pas 300 milles marins est gratuit si l'Administration intéressée reçoit déjà, du chef des dépêches transportées, la rémunération afférente au transit territorial;

*b*) à 4 francs par kilogramme de lettres et de cartes postales et à 50 centimes par kilogramme d'autres objets, pour les échanges effectués sur un parcours excédant 300 milles marins, entre pays d'Europe, entre l'Europe et les ports d'Afrique et d'Asie sur la Méditerranée et la mer Noire ou de l'un à l'autre de ces ports, et entre l'Europe et l'Amérique du Nord. Les mêmes prix sont applicables aux transports assurés dans tout le ressort de l'Union entre deux ports d'un même Etat, ainsi qu'entre les ports de deux Etats desservis par la même ligne de paquebots lorsque le trajet maritime n'excède pas 1500 milles marins;

*c*) à 8 francs par kilogramme de lettres et de cartes postales et à 1 franc par kilogramme d'autres objets, pour tous les transports ne rentrant pas dans les catégories énoncées aux alinéas *a* et *b* ci-dessus.

En cas de transport maritime effectué par deux ou plusieurs Administrations, les frais du parcours total ne peuvent pas dépasser 8 francs par kilogramme de

*d*) 6 francs per kilogram of letters and post cards and 80 centimes per kilogram of other articles, if the distance traversed exceeds 9,000 kilometers.

2. For sea transits:

Sea transits.

*a*) 1 franc 50 centimes per kilogram of letters and post cards and 20 centimes per kilogram of other articles, if the distance traversed does not exceed 300 nautical miles. Sea conveyance over a distance not exceeding 300 nautical miles is, however, gratuitous if the Administration concerned already receives, on account of the mails conveyed, the remuneration applicable to territorial transit;

*b*) 4 francs per kilogram of letters and post cards and 50 centimes per kilogram of other articles, exchanged over a distance exceeding 300 nautical miles between European countries, between Europe and ports of Africa and Asia on the Mediterranean and the Black Seas, or between one of these ports and another, and between Europe and North America. The same rates are applicable to conveyance anywhere within the Union, between two ports of a single State, as well as between the ports of two States served by the same line of packets when the sea transit involved does not exceed 1,500 nautical miles;

*c*) 8 francs per kilogram of letters and post cards and 1 franc per kilogram of other articles, for all transits not included in the categories given above in paragraphs *a*) and *b*).

In the case of sea conveyance performed by two or more Administrations, the charges paid for the entire transit may not exceed 8 francs per kilogram of letters and

Maximum charges for sea transit.

lettres et de cartes postales et 1 franc par kilogramme d'autres objets; ces frais sont, le cas échéant, répartis entre les Administrations participant au transport, au prorata des distances parcourues, sans préjudice des arrangements différents qui peuvent intervenir entre les parties intéressées.

Payment for warehousing closed mails.

4.—L'entrepôt, dans un port, de dépêches closes apportées par un paquebot et destinées à être reprises par un autre paquebot, donne lieu au paiement d'une rémunération fixée à 50 centimes par sac au profit de l'Office des postes du lieu d'entrepôt, pourvu que cet Office ne reçoive pas de paiement pour un service de transit territorial ou maritime. Toutefois, le simple transbordement de paquebot à paquebot ne donne lieu à aucun paiement.

Open mail transit charges.

5.—Les correspondances échangées à découvert entre deux Administrations de l'Union sont soumises, par article et sans égard au poids ou à la destination, aux frais de transit suivants, savoir:

lettres... 6 centimes pièce;  
c a r t e s  
postales 2½ centimes pièce;  
a u t r e s  
objets 2½ centimes pièce.

Rates not applicable to special extraordinary services.

6.—Les prix de transit spécifiés au présent article ne s'appliquent pas aux transports dans l'Union au moyen de services extraordinaires spécialement créés ou entretenus par une Administration sur la demande d'une ou de plusieurs autres Administrations. Les conditions de cette catégorie de transports sont réglées de gré à gré entre les Administrations intéressées.

Free transit continued.

En outre, partout où le transit, tant territorial que maritime, est actuellement gratuit ou soumis à des conditions plus avantageuses, ce régime est maintenu.

Expenses borne by country of origin.

7.—Les frais de transit et d'entrepôt sont à la charge de l'Administration du pays d'origine.

post cards, and 1 franc per kilogram of other articles; these charges are, when occasion arises, shared between the Administrations participating in the service, in proportion to the distances traversed, without prejudice to any other arrangement which may be made between the parties interested.

4. For the warehousing in a port of closed mails, brought by one vessel and intended to be taken on by another, a fixed payment of 50 centimes per bag is made to the Post Office of the place where the mails are warehoused, provided that such Office does not receive payment for a land or sea transit. Simple transshipment, however, from vessel to vessel does not give rise to any payment.

5. Correspondence exchanged *à découvert* between two Administrations of the Union is subject to the following transit charges per article, and irrespective of weight or destination, namely:

Letters... 6 centimes each.  
Post cards 2½ centimes each.

Other articles... 2½ centimes each.

6. The transit rates specified in the present article do not apply to conveyance within the Union by means of extraordinary services specially established or maintained by one Administration at the request of one or several other Administrations. The conditions of this class of conveyance are regulated by mutual consent between the Administrations concerned.

Moreover, in all cases where the transit, either by land or by sea, is at present gratuitous or subject to more advantageous conditions, such state of things is maintained.

7. The expenses of transit and warehousing are borne by the Administration of the country of origin.

8. The general accounting for these expenses is based on statements prepared once in every three years, during a period of 28

à déterminer dans le Règlement d'exécution de la présente Convention.

9.—Sont exemptes de tous frais de transit territorial ou maritime, les correspondances mentionnées aux §§ 3 et 4 de l'article 13 ci-après; les cartes postales-réponse renvoyées au pays d'origine; les objets réexpédiés ou mal dirigés; les rebuts; les avis de réception; les mandats de poste et tous autres documents relatifs au service postal.

10.—Lorsque le solde annuel des décomptes des frais de transit et d'entrepôt entre deux Administrations ne dépasse pas 1000 francs, l'Administration débitrice est exonérée de tout paiement de ce chef.

ARTICLE 5.

*Services aériens.*

Sont assimilés aux services extraordinaires dont il est fait mention à l'article 4, § 6, les services aériens établis pour le transport de correspondances entre deux ou plusieurs pays.

Les conditions du transport sont déterminées de gré à gré entre les Administrations intéressées. Toutefois, les frais de transit afférents à chaque parcours effectué par voie aérienne sont uniformes pour toutes les Administrations qui font emploi de ce service sans participer aux frais d'exploitation.

ARTICLE 6.

*Taxes, surtaxes et conditions générales applicables aux envois.*

1.—Les taxes pour le transport des envois postaux dans toute l'étendue de l'Union, y compris leur remise au domicile des destinataires dans les pays de l'Union où le service de distribution est ou sera organisé, sont fixées en cas d'affranchissement comme il suit:

1° pour les lettres, à 50 centimes pour le premier poids de 20 grammes et à

days to be determined in the detailed regulations of the present Convention.

9. The correspondence mentioned in paragraphs 3 and 4 of article 13 hereafter, reply halves of double post cards returned to the country of origin, articles re-directed or missent, undelivered articles, advices of delivery, post-office money orders, and all other documents relative to the postal service are exempt from all charges for land or sea transit.

10. When the annual balance of the accounts for transit and warehousing charges between two Administrations does not exceed 1,000 francs, the debtor Administration is relieved of all payment under this heading.

ARTICLE 5.

*Aerial services.*

Aerial services established for the conveyance of correspondence between two or more countries are considered as analogous to the extraordinary services to which article 4, § 6, refers.

The conditions of conveyance are settled by mutual consent between the Administrations concerned. The transit charges applicable to each aerial service are, however, uniform for all Administrations which use the service without sharing in the working expenses.

ARTICLE 6.

*Rates of postage, surcharges, and general conditions.*

1. The rates of postage for the conveyance of correspondence throughout the entire extent of the Union, including delivery at the residence of the addressees in the countries of the Union where a delivery is or shall be organized, are fixed as follows in case of prepayment:

1. For letters, 50 centimes for the first 20 grams and 25 centimes for every 20 grams

Post, p. 2061.

Articles exempt.  
Post, p. 1988.

Debtor administration relieved from payment.

Aerial services.

Charges analogous to extraordinary service.

Autr, p. 1976.

General conditions.

Rates of postage.

Letters.

25 centimes par chaque poids de 20 grammes ou fraction de 20 grammes au-dessus du premier poids de 20 grammes.

Postal cards.

2° pour les cartes postales, à 30 centimes pour la carte simple ou pour chacune des deux parties de carte avec réponse payée.

Printed papers, samples, etc.

3° pour les imprimés de toute nature, les papiers d'affaires et les échantillons de marchandises, à 10 centimes par chaque objet ou paquet portant une adresse particulière et par chaque poids de 50 grammes ou fraction de 50 grammes, pourvu que cet objet ou paquet ne contienne aucune lettre ou note manuscrite ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle, et soit conditionné de manière à pouvoir être facilement vérifié.

Minimum.

La taxe des papiers d'affaires ne peut être inférieure à 50 centimes par envoi; la taxe des échantillons ne peut être inférieure à 20 centimes par envoi.

Printed matter for the blind.

Exceptionnellement, les impressions en relief, à l'usage spécial des aveugles, sont admises au tarif de 5 centimes par envoi et par chaque poids de 500 grammes ou fraction de 500 grammes.

Surcharge for extraordinary service.

2.—Il peut être perçu, en sus des taxes fixées par le paragraphe précédent pour tout-objet transporté par des services dépendant d'Administrations étrangères à l'Union, ou par des services extraordinaires dans l'Union donnant lieu à des frais spéciaux, une surtaxe en rapport avec ces frais.

Lorsque le tarif d'affranchissement de la carte postale simple comprend la surtaxe autorisée par l'alinéa précédent, ce même tarif est applicable à chacune des parties de la carte postale avec réponse payée.

General delivery matter.

Le pays de destination est autorisé à percevoir, pour les objets adressés poste restante, une surtaxe spéciale d'après sa législation interne. La surtaxe ne suit pas l'objet en cas de réexpédition ou de mise en rebut.

or fraction of 20 grams above the initial weight of 20 grams;

2. For postcards, 30 centimes for single cards or for each of the two halves of reply post cards;

3. For printed papers of every kind, commercial papers, and samples of merchandise, 10 centimes for each article or packet bearing a separate address and for every 50 grams or fraction of 50 grams, provided that such article or packet does not contain any letter or written note having the character of actual personal correspondence, and that it is made up in such a manner as to admit of its being easily examined.

The rate on commercial papers must not be less than 50 centimes per packet, and the rate on samples must not be less than 20 centimes per packet.

Exceptionally, articles printed in relief for the special use of the blind are admitted at the rate of 5 centimes per packet and for every 500 grams or fraction of 500 grams.

2. Over and above the rates fixed by the preceding paragraph a surcharge proportionate to the expenses incurred may be levied on every article forwarded by services maintained by Administrations outside the Union, or by extraordinary services within the Union which involve special payment.

When the rate of prepayment for the single post card comprises the surcharge authorized by the preceding paragraph, the same rate is applicable to each half of the reply-paid post card.

The country of destination is authorized to impose a special surcharge, in accordance with its internal legislation, on articles addressed *poste restante*. If the article is redirected or returned as undelivered, the surcharge is canceled.



3.—En cas d'absence ou d'insuffisance d'affranchissement, les objets de correspondance de toute nature sont passibles, à la charge des destinataires, d'une taxe double du montant de l'affranchissement manquant ou de l'insuffisance, sans que cette taxe puisse être inférieure à 30 centimes.

4.—Les objets autres que les lettres et les cartes postales doivent être affranchis au moins partiellement.

La faculté de ne pas affranchir ou d'affranchir partiellement ne s'applique pas aux lettres et cartes postales ni aux autres objets expédiés avec l'intention évidente d'éviter l'affranchissement.

5.—Les lettres ne peuvent pas dépasser le poids de 2 kilogrammes, ni présenter sur aucun de leurs côtés une dimension supérieure à 45 centimètres, ou, si elles ont la forme de rouleau, 75 centimètres de longueur et 10 centimètres de diamètre.

6.—Les paquets d'échantillons de marchandises ne peuvent renfermer aucun objet ayant une valeur marchande; ils ne doivent pas dépasser le poids de 500 grammes, ni présenter des dimensions supérieures à 20 centimètres en longueur, 20 centimètres en largeur et 10 centimètres en épaisseur ou, s'ils ont la forme de rouleau, à 30 centimètres de longueur et 15 centimètres de diamètre.

7.—Les paquets de papiers d'affaires et d'imprimés ne peuvent pas dépasser le poids de 2 kilogrammes, ni présenter, sur aucun de leurs côtés, une dimension supérieure à 45 centimètres. On peut, toutefois, admettre au transport par la poste les paquets en forme de rouleau dont le diamètre ne dépasse pas 10 centimètres et dont la longueur n'excède pas 75 centimètres.

Les paquets d'imprimés destinés à l'usage spécial des aveugles ainsi que les volumes imprimés expédiés isolément peuvent atteindre le poids de 3 kilogrammes mais ne peuvent dépasser les dimensions prévues pour les autres catégories d'imprimés.

3. Correspondence of every kind not prepaid or insufficiently prepaid is liable to a charge equal to double postage or double the amount of the deficiency, to be paid by the addressees; but that charge may not be less than 30 centimes.

Penalty for insufficient postage.

4. Articles other than letters and post cards must be prepaid at least partially.

Prepayment required.

The privilege of not prepaying postage or of prepaying partially does not apply to letters, post cards, or to other articles sent with the evident intention of avoiding payment of postage.

Exceptions.

5. Letters may not exceed 2 kilograms in weight, or measure more than 45 centimeters in any direction, or, if they are in the form of a roll, 75 centimeters in length and 10 centimeters in diameter.

Limit of weight, etc. Letters.

6. Packets of samples of merchandise may not contain any article having a saleable value; they must not exceed 500 grams in weight, or measure more than 30 centimeters in length, 20 centimeters in breadth, and 10 centimeters in depth, or, if they are in the form of a roll, 30 centimeters in length and 15 centimeters in diameter.

Samples.

7. Packets of commercial papers and printed papers may not exceed 2 kilograms in weight, or measure more than 45 centimeters in any direction. Packets in the form of a roll may, however, be allowed to pass through the post so long as they do not exceed 10 centimeters in diameter and 75 centimeters in length.

Printed papers, etc.

Packets of printed papers intended for the special use of the blind, and printed volumes sent singly, may weigh as much as 3 kilograms, but may not exceed the dimensions prescribed for other classes of printed papers.

Printed matter for the blind.

Exclusions from reduced rates.  
Post, p. 2020.

8.—Sont exclus de la modération de taxe les timbres ou formules d'affranchissement, oblitérés ou non, ainsi que tous imprimés constituant le signe représentatif d'une valeur, sauf les exceptions autorisées par le Règlement d'exécution de la présente Convention.

## ARTICLE 7.

8. Stamps or forms of prepayment, obliterated or not, as well as all printed papers representing a monetary value, save the exceptions authorized by the detailed Regulations of the present Convention are excluded from transmission at the reduced rate.

## ARTICLE 7.

Registry, etc.

*Objets recommandés; avis de réception; demandes de renseignements.*

*Registered articles; advices of delivery; requests for information.*

Articles permitted.

1.—Les objets désignés dans l'article 6 peuvent être expédiés sous recommandation.

1. The articles specified in article 6 may be registered.

Restriction.

Toutefois, les parties "Réponse" adhérentes aux cartes postales ne peuvent être recommandées par les expéditeurs primitifs de ces envois.

The reply halves of reply-paid post cards can not, however, be registered by the original senders.

Charges.

2.—Tout envoi recommandé est passible, à la charge de l'expéditeur:

2. Every registered article is liable, at the charge of the sender:

1° du prix d'affranchissement ordinaire de l'envoi, selon sa nature;

1. To the ordinary prepaid rate of postage on the article, according to its character;

2° d'un droit fixe de recommandation de 50 centimes au maximum, y compris la délivrance d'un bulletin de dépôt à l'expéditeur.

2. To a fixed registration fee of 50 centimes at most, including the issue of a certificate of posting to the sender.

Advices of receipt.

3.—L'expéditeur d'un objet recommandé peut obtenir un avis de réception de cet objet en payant, au moment du dépôt, un droit fixe de 50 centimes au maximum. Le double de ce droit peut être perçu pour les avis de réception demandés postérieurement au dépôt de l'objet et pour les demandes de renseignements relatives aux objets ordinaires ou recommandés. S'il s'agit de demandes de renseignements concernant des objets recommandés aucune taxe n'est perçue si l'expéditeur a déjà acquitté le droit spécial pour obtenir un avis de réception.

3. The sender of a registered article may obtain an advice of the delivery of such article by paying, at the time of posting, a fixed fee of 50 centimes at most. Double this fee may be charged for advices of delivery applied for after the posting of the article and for requests for information relating to ordinary or registered articles. In the case of requests for information respecting registered articles, no fee is charged if the sender has already paid the special fee for an advice of delivery.

## ARTICLE 8.

Trade charges.

*Envois contre remboursement.*

## ARTICLE 8.

*Trade charges on packets.*

Collections on delivery.

1.—Les correspondances recommandées peuvent être expédiées grevées de remboursement dans les relations entre les pays dont

1. Registered correspondence marked with trade charges to be collected on delivery may be exchanged between countries of

les Administrations conviennent d'assurer ce service.

Les objets contre remboursement sont soumis aux formalités et aux taxes des envois recommandés.

L'expéditeur paie, en outre, un droit fixe de remboursement de 10 centimes.

Le maximum du remboursement est égal à celui fixé pour les mandats de poste à destination du pays d'origine de l'envoi.

Sauf arrangement contraire entre les Administrations intéressées, le montant du remboursement est exprimé dans la monnaie du pays de destination.

2.—Sous la même réserve, le montant encaissé du destinataire doit être transmis à l'expéditeur au moyen d'un mandat de poste après déduction d'un droit d'encaissement de 15 centimes et de la taxe ordinaire des mandats calculée sur le montant du reliquat.

Les mandats de remboursement, qui n'ont pas été payés aux bénéficiaires pour un motif quelconque ne sont pas remboursés à l'Office d'émission, et le montant en revient définitivement à l'Administration du pays expéditeur des envois grevés de remboursement, après l'expiration du délai légal de prescription.

A tous les autres égards les mandats de remboursement sont soumis aux dispositions fixées par l'Arrangement concernant le service des mandats de poste.

3.—La perte d'un envoi recommandé grevé de remboursement engage la responsabilité du service postal envers l'expéditeur dans les conditions déterminées par l'article 10 ci-après pour les envois recommandés.

4.—Les sommes encaissées régulièrement du destinataire, déduction faite de la taxe du mandat et du droit d'encaissement, sont garanties à l'expéditeur dans les conditions déterminées par l'Arrangement concernant le service des mandats de poste pour les

which the Administrations agree to provide this service.

These articles are subject to the same regulations and rates as registered articles.

The sender pays, in addition, a fixed trade charge fee of 10 centimes.

The maximum trade charge is equal to the maximum amount fixed for money orders addressed to the country in which the article originated.

In the absence of any contrary arrangement between the Administrations concerned, the amount of the trade charge is expressed in the money of the country of destination.

2. Subject to the same reservation, the amount collected from the addressee is to be transmitted to the sender by means of a money order, after deducting a collection fee of 15 centimes and the ordinary rate chargeable for money orders calculated on the amount of the balance.

Trade charge money orders which have not been paid to the payees for any reason whatever are not repaid to the office of issue, and their amount accrued definitely to the Administration of the country from which the articles marked with the trade charge were sent, after the expiration of the legal period of validity.

In all other respects, trade charge money orders are subject to the provisions of the Agreement concerning the Money Order Service.

3. For the loss of a registered article marked with a trade charge the responsibility of the postal service toward the sender is fixed under the conditions settled by article 10 hereafter for registered articles.

4. The sums duly collected from the addressee, after deduction of the charge for the money order and the collection fee, are guaranteed to the sender under the conditions laid down by the Agreement concerning the Money Order Service for sums converted

Regulations.

Fee.

Maximum trade charge.

Transmittal to sender by money order.

Unpaid money orders.

Money order provisions applicable.

Lost registered articles.

Post, p. 1984.

Payment of sums collected, guaranteed.

Post, p. 1985.

Responsibility for delivery without collection, etc.

sommes converties en mandats de poste, sauf dans le cas prévu au 2<sup>e</sup> alinéa du § 1 de l'article 10 ci-après.

5.—Si l'envoi a été livré au destinataire sans encaissement du montant du remboursement, l'expéditeur a droit à une indemnité, à moins que le non-encaissement ne soit dû à une faute ou une négligence de sa part. L'indemnité ne pourra dépasser, dans aucun cas, le montant du remboursement. Il en est de même si la somme encaissée du destinataire est inférieure au montant du remboursement indiqué. Par le fait du paiement de l'indemnité, l'Administration est subrogée dans les droits de l'expéditeur pour tout recours éventuel contre le destinataire ou les tiers.

La responsabilité incombe à l'Office du pays de destination, à moins que celui-ci ne puisse prouver que le non-encaissement du remboursement ou l'encaissement d'une somme inférieure est dû à la non-observation d'une disposition réglementaire par l'Office du pays d'origine.

Payment by office of origin if amount collected but not forwarded to sender.

6.—Pour les envois grevés de remboursement dont le montant encaissé régulièrement du destinataire n'a pas été transmis à l'expéditeur, l'Office d'origine est autorisé à payer ce montant à l'ayant droit au plus tard dans le délai d'un an à partir du jour qui suit celui de la réclamation. Ce paiement a lieu pour le compte de l'Office destinataire. L'indemnité éventuelle pour les envois grevés de remboursement livrés au destinataire sans encaissement du montant indiqué ou contre encaissement d'une somme inférieure, ainsi que pour les envois dont le montant a été encaissé frauduleusement, doit être payée par l'Office d'origine à l'ayant droit dans le même délai. Le paiement se fait également pour le compte de l'Office destinataire, si la responsabilité incombe à cet Office en vertu des dispositions du § 5 précèdent. Il en est de même, si l'Office destinataire régulièrement saisi a laissé s'écouler six mois sans donner de solu-

into money orders, except in the case provided for in the second paragraph of § 1 of Article 10 below.

5. If the article has been delivered to the addressee without the collection of the trade charge, the sender is entitled to compensation, unless the failure to collect the charge is due to fault or negligence on his part. The compensation may not, in any case, exceed the amount of the trade charge. The same rule applies if the amount collected from the addressee is less than the amount of the trade charge indicated. By paying compensation the Administration takes over the rights of the sender in any action which may be taken against the addressee or third parties.

The responsibility rests with the Office of the country of destination, unless the latter can prove that the failure to collect the trade charge or the collection of a smaller sum is due to a breach of the regulations by the Office of the country of origin.

6 As regards articles marked with trade charges of which the amount has been duly collected from the addressee but not forwarded to the sender, the Office of origin is authorized to pay this amount to the proper person within a year at latest from the day following the date of application. This payment is made on behalf of the Office of destination. Any compensation for articles marked with trade charges delivered to the addressee without collection of the amount indicated or against collection of a smaller amount, as well as for articles of which the amount has been collected fraudulently, must be paid by the Office of origin to the proper person within the same period. The payment is also made on account of the Office of destination, if the responsibility rests with that Office by virtue of the provisions of § 5 above. The same rules apply if the Office of destination, duly informed of the application, has let six months pass without settling the matter.

Responsibility of office of destination.  
*Supra.*

tion à l'affaire. Ce délai est porté à neuf mois dans les relations avec les pays d'outre-mer. Les délais comprennent le temps nécessaire pour l'expédition de la demande à l'Office destinataire et son renvoi à l'Office d'origine.

Toutefois, l'Office d'origine peut différer exceptionnellement le dédommagement de l'expéditeur au delà du délai précité, lorsque, à l'expiration de ce délai, il n'est pas encore fixé sur le sort de l'envoi grevé de remboursement ou sur les responsabilités encourues.

L'Office destinataire est tenu de restituer à l'Office expéditeur les sommes avancées dans les conditions prévues au § 5 précédent.

#### ARTICLE 9.

##### *Cartes d'identité.*

1.—Chaque Administration peut délivrer, aux personnes qui en font la demande, des cartes d'identité destinées à servir de pièces justificatives pour toutes les transactions effectuées par les bureaux de poste. Ces cartes sont valables dans tous les pays de l'Union sauf dans ceux qui notifieraient leur non-adhésion à ce service.

2.—L'Administration qui délivre une carte d'identité est autorisée à percevoir, de ce chef, une taxe qui doit être représentée en timbres-poste sur la carte; cette taxe ne peut être supérieure à un franc.

3.—Les Administrations sont dégagées de toute responsabilité lorsqu'il est établi que la livraison d'un envoi postal ou le paiement d'un mandat a eu lieu sur la présentation d'une carte d'identité régulière.

4.—Le titulaire d'une carte d'identité est responsable des conséquences que peut entraîner la perte, la soustraction ou l'emploi frauduleux de la carte.

5.—La carte d'identité est valable pendant deux ans à partir du jour de son émission. Si, pendant le délai de validité de la carte la physionomie du titulaire s'est modifiée à tel point qu'elle ne

This period is extended to nine months in relations with oversea countries. The periods include the time necessary for the dispatch of the request to the Office of destination and its return to the Office of origin.

The Office of origin may, however, postpone exceptionally the compensation of the sender beyond the period before mentioned, when, at the expiration of this period, it has not been definitely informed as to the disposal of the article with trade charge, or as to the responsibility incurred.

The Office of destination is bound to repay to the Office of dispatch the sums advanced under the conditions prescribed in § 5 above.

#### ARTICLE 9.

##### *Identity cards.*

1. Each Administration may issue, to persons who apply for them, identity cards intended to serve as proofs of identity for all kinds of post office business. These cards are valid in all the countries of the Union except those which may notify that they do not adhere to this service.

2. The Administration which issues an identity card is authorized to make, on this account, a charge which must be represented by postage stamps on the card; this charge may not exceed 1 franc.

3. Administrations are relieved from all responsibility when it is established that a postal packet was delivered or a money order was paid on presentation of a proper identity card.

4. The holder of an identity card is responsible for the consequences of the loss, abstraction or fraudulent use of the card.

5. The identity card is valid for two years from the date of issue. If, during the period of validity of the card, the personal appearance of the holder is modified to such an extent that it no

Postponement of settlement.

Repayment to office of dispatch.

*Ante*, p. 1982.

Identity cards.

Issue on application.

Charge.

Nonresponsibility on delivery to holder.

Responsibility of holder.

Duration of validity, etc.

concorde plus avec la photographie ou le signalement, la carte doit être renouvelée, même avant l'expiration de ce délai.

longer agrees with the photograph or description, the card must be renewed, even before the expiration of this period.

## ARTICLE 10.

## ARTICLE 10.

Registered articles. *Responsabilité en matière d'envois recommandés.*

*Responsibility for registered articles.*

Indemnity for loss. 1.—En cas de perte d'un envoi recommandé et sauf le cas de force majeure, l'expéditeur a droit à une indemnité de 50 francs.

1. In case of the loss of a registered article, and except in cases beyond control, the sender is entitled to an indemnity of 50 francs.

Not applicable to prohibited articles. Toutefois, les Administrations sont dégagées de toute responsabilité pour la perte d'envois recommandés dont le contenu tombe sous le coup des interdictions prévues à l'article 18, § 2, de la présente Convention.

Administrations are, however, relieved from all responsibility for the loss of registered articles of which the contents fall within the prohibitions prescribed by article 18, section 2, of the present Convention.

Post, p. 1992.

Indemnity fee. 2.—Les pays disposés à se charger des risques pouvant dériver du cas de force majeure sont autorisés à percevoir de ce chef sur l'expéditeur une surtaxe de 50 centimes au maximum pour chaque envoi recommandé.

2. Countries prepared to undertake risks arising from causes beyond control are authorized to collect from the sender, on this account, a supplementary charge of 50 centimes at most for each registered article.

Payment. 3.—L'obligation de payer l'indemnité incombe à l'Administration dont relève le bureau expéditeur. Est réservé à cette Administration le recours contre l'Administration responsable, c'est-à-dire contre l'Administration sur le territoire ou dans le service de laquelle la perte a eu lieu.

3. The payment of the indemnity must be undertaken by the Administration to which the dispatching Office is subordinate. That Administration can make a claim on the Administration responsible, that is to say, against the Administration on the territory or in the service of which the loss took place.

Force majeure risks if similar indemnity to people of country where occurring.

En cas de perte, dans des circonstances de force majeure, sur le territoire ou dans le service d'un pays se chargeant des risques mentionnés au paragraphe précédent, d'un objet recommandé provenant d'un autre pays, le pays où la perte a eu lieu en est responsable devant l'Office expéditeur, si ce dernier se charge, de son côté, des risques en cas de force majeure à l'égard de ses expéditeurs.

In case of the loss, under circumstances beyond control, on the territory or in the service of a country undertaking the risks mentioned in the preceding paragraph, of a registered article sent from another country, the country in which the loss occurred is responsible for it to the dispatching Office, if the latter undertakes risks in cases beyond control in dealing with its own public.

Responsibility for loss.

4.—Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombe à l'Administration qui, ayant reçu l'objet sans faire d'observation, et étant mise en possession de tous les moyens réglementaires d'investigation, ne peut établir ni la délivrance au destinataire, ni,

4. Until the contrary is proved, responsibility rests with the Administration which, having received the article without making any observation, and being furnished with all the particulars for inquiry prescribed by the regulations, can not establish delivery

s'il y a lieu, la transmission régulière à l'Administration suivante. Pour les envois adressés poste restante, ou conservés en instance à la disposition des destinataires, la responsabilité cesse par la délivrance à une personne qui a justifié de son identité suivant les règles en vigueur dans le pays de destination, et dont les noms et qualité sont conformes aux indications de l'adresse.

5.—Le paiement de l'indemnité par l'Office expéditeur doit avoir lieu le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai de six mois à partir du jour de la réclamation. Ce délai est porté à neuf mois dans les relations avec les pays d'outre-mer.

L'Office expéditeur a la faculté de différer exceptionnellement le règlement de l'indemnité au delà du délai précité lorsque, à son expiration, il n'est pas encore fixé sur le sort de l'objet recherché ou lorsque la question de savoir si la perte de l'envoi est due à un cas de force majeure n'est pas encore tranchée.

Toutefois, l'Office d'origine est autorisé à désintéresser l'expéditeur pour le compte de l'Office intermédiaire ou destinataire qui, régulièrement saisi, a laissé s'écouler six mois (neuf mois dans les relations avec les pays d'outre-mer) sans donner de solution à l'affaire.

L'Office responsable ou pour le compte duquel le paiement est effectué en conformité de l'alinéa précédent est tenu de rembourser à l'Office expéditeur le montant de l'indemnité et, le cas échéant, des intérêts dans le délai de trois mois après avis du paiement. Ce remboursement s'effectue sans frais pour l'Office créateur, soit au moyen d'un mandat de poste ou d'une traite, soit en espèces ayant cours dans le pays créateur. Passé le délai de trois mois, la somme due à l'Office expéditeur est productive d'intérêts à raison de 7% l'an, à dater du jour de l'expiration dudit délai.

Dans le cas où un Office dont la responsabilité est dûment établie,

to the addressee or regular transfer to the following Administration, as the case may be. For articles addressed "Poste Restante," or held at the disposal of the addressees, responsibility ceases on delivery to a person who has proved his identity according to the rules in force in the country of destination, and whose name and description correspond to those indicated in the address.

5. The payment of the indemnity by the dispatching Office must take place as soon as possible, and at the latest within six months of the date of the application. This period is extended to nine months in relations with oversea countries.

The dispatching Office may exceptionally postpone settlement of the indemnity beyond the period mentioned when, on its expiration, it has not been definitely informed as to the disposal of the article inquired for, or when the question whether the loss of the article is due to a cause beyond control is not yet decided.

The Office of origin is, however, authorized to settle with the sender on account of the Office, whether intermediate or of destination, which, duly informed of the application, has let six months (nine months in relations with oversea countries) pass without settling the matter.

The Office responsible or on whose account the payment is made in accordance with the preceding paragraph is bound to repay to the dispatching Office the amount of the indemnity and, if occasion arise, interest, within a period of three months after notice of payment. This repayment is made free of cost to the creditor Office, by means of either a money order or a draft, or in coin current in the creditor country. After the period of three months, the sum due to the dispatching Office bears interest, at the rate of 7 per cent per annum, dating from the day of expiration of the said period.

In case an Office of which the responsibility is duly proved has

Articles addressed  
poste restante, etc.

Payment.

Postponement for  
definite information,  
etc.

Payment by office of  
origin after six months

Repayment by of  
fice responsible.

Interest on delayed  
payments.

Additional charges  
for unwarranted delay.

a tout d'abord décliné le payement de l'indemnité, il doit, en outre, prendre à sa charge tous les frais accessoires résultant du retard non justifié apporté au payement.

Time limit.

6.—Il est entendu que la réclamation n'est admise que dans le délai d'un an, à compter du jour qui suit le dépôt à la poste de l'envoi recommandé; passé ce terme, le réclamant n'a droit à aucune indemnité.

Sharing liability.

7.—Si la perte a eu lieu en cours de transport sans qu'il soit possible d'établir sur le territoire ou dans le service de quel pays le fait s'est accompli, les Administrations en cause supportent le dommage par parts égales.

Responsibility to cease on delivery, etc.

8.—Les Administrations cessent d'être responsables des envois recommandés dont les ayants droit ont donné reçu et pris livraison, ainsi que des envois dont elles ne peuvent rendre compte par suite de la destruction des documents de service pour cause de force majeure.

at first declined to pay the indemnity, it must, in addition, bear all the necessary charges resulting from the unwarranted delay in payment.

6. It is understood that the application for an indemnity is only entertained if made within a year, counting from the day following the posting of the registered article; after this term the applicant has no right to any indemnity.

7. If the loss has occurred in course of conveyance without its being possible to ascertain on the territory or in the service of what country the loss took place, the Administrations concerned bear the loss in equal shares.

8. Administrations cease to be responsible for registered articles for which the owners have given a receipt and accepted delivery, as well as for articles which they cannot account for in consequence of the destruction of official documents through a cause beyond control.

#### ARTICLE 11.

Withdrawal from mail, etc.

*Retrait de correspondances; modification de l'adresse ou des conditions d'envoi.*

Right of sender before delivery.

1.—L'expéditeur d'un objet de correspondance peut le faire retirer du service ou en faire modifier l'adresse, tant que cet objet n'a pas été livré au destinataire.

Charge for requests.

2.—La demande à formuler à cet effet est transmise par voie postale ou par voie télégraphique aux frais de l'expéditeur, qui doit payer, savoir:

1° pour toute demande par voie postale, la taxe applicable à une lettre simple recommandée;

2° pour toute demande par voie télégraphique, la taxe du télégramme d'après le tarif ordinaire.

Registered article with trade charge.

3.—L'expéditeur d'un envoi recommandé grevé de remboursement peut, aux conditions fixées pour les demandes de modification de l'adresse, demander le dégrèvement total ou partiel du montant du remboursement.

#### ARTICLE 11.

*Withdrawal of correspondence; alteration of address, or of conditions of dispatch.*

1. The sender of an article of mail can have it withdrawn from the post or have its address altered, so long as the article has not been delivered to the addressee.

2. The request to this effect is sent by post or by telegraph at the expense of the sender, who must pay as follows:

1. For every request by post, the charge for a registered single-rate letter;

2. For every request by telegraph, the charge for a telegram according to the ordinary tariff.

3. The sender of a registered article marked with a trade charge can, under the conditions laid down for requests for alteration of address, demand the total or partial cancellation of the amount of the trade charge.



ARTICLE 12.

*Fixation des équivalents par rapport au franc pour les taxes à percevoir et les comptes à régler.*

Le franc pris pour base des taxes postales s'entend du franc-or conforme au poids et au titre des monnaies d'or établis par la législation en vigueur dans les divers pays qui ont adopté cette unité monétaire.

Dans tous les pays de l'Union les taxes sont établies d'après une équivalence correspondant, aussi exactement que possible, dans la monnaie actuelle de chaque pays, à la valeur du franc-or.

Quant aux règlements qu'ont à se faire entre eux les Offices postaux des divers pays en exécution des dispositions de la présente Convention, pour solde de leurs comptes réciproques, ils se font sur la base du franc-or.

ARTICLE 13.

*Affranchissement des envois; coupons-réponse; franchise de port.*

1. L'affranchissement de tout envoi quelconque peut être opéré soit au moyen de timbres-poste valables dans le pays d'origine pour la correspondance des particuliers, soit au moyen d'empreintes de machines à affranchir, officiellement adoptées et fonctionnant sous le contrôle immédiat de l'Administration.

Sont considérés comme dûment affranchis: les cartes-réponse portant des timbres-poste du pays d'émission de ces cartes, les envois régulièrement affranchis pour leur premier parcours et dont le complément de taxe a été acquitté avant leur réexpédition ainsi que les journaux ou paquets de journaux dont la suscription porte la mention "Abonnements-poste" ou une mention équivalente, et qui sont expédiés en vertu de l'Arrangement particulier sur les abonnements aux journaux, prévu à l'article 21 de la présente Convention.

ARTICLE 12.

*Determination of equivalents with reference to the franc for fixing postage rates and settling accounts.* Valuation of postal rates, etc.

The franc, taken as the basis of postage rates, is the gold franc corresponding in weight and fineness to the gold coins established by the legislation in force in the various countries which have adopted that monetary unit. Gold franc established as basis.

In all countries of the Union postage rates are fixed at equivalents corresponding, as exactly as possible, in the actual currency of each country, to the value of the gold franc. Equivalent in actual currency of all countries.

The payments to be made by the Post offices of the various countries under the terms of the present Convention, for the settlement of their accounts with each other, are made on the basis of the gold franc. Settlement of accounts.

ARTICLE 13.

*Prepayment; reply coupons; exemptions from postage.* Prepayment, etc.

1. Prepayment of postage on every description of article can be effected either by means of postage stamps valid in the country of origin for the correspondence of private individuals, or by means of impressions of stamping machines, officially adopted and working under the immediate control of the Administration. Stamps or machine impressions of country of origin required.

The following are considered as duly prepaid: reply post cards bearing postage stamps of the country of issue, articles properly prepaid for their first transmission and on which complementary postage has been paid before their redirection, as well as newspapers or packets of newspapers with the words "Abonnements-poste," or the equivalent, which are sent in virtue of the special Agreement for newspaper subscriptions, provided for in article 21 of the present Convention. Articles deemed to be prepaid.

Reply coupons authorized.

2.—Des coupons-réponse peuvent être mis en vente dans les pays dont les Administrations ont accepté de se charger de ce débit. Le prix de vente minimum du coupon-réponse est de 50 centimes ou de l'équivalent de cette somme dans la monnaie du pays qui le débite.

Exchangeable for stamps of other countries.

Ce coupon est échangeable dans tout pays de l'Union contre un timbre ou des timbres représentant l'affranchissement d'une lettre simple originaire de ce pays à destination de l'étranger. Toutefois, l'échange doit se faire avant l'expiration du deuxième mois qui suit celui de l'émission; ce délai est majoré de quatre mois dans les relations avec les pays d'outre-mer. Le Règlement d'exécution de la Convention détermine les autres conditions de cet échange et notamment l'intervention du Bureau international dans la confection, l'approvisionnement et la comptabilité desdits coupons.

Free official postal correspondence.

3.—Les correspondances officielles relatives au service postal, échangées entre les Administrations postales, entre ces Administrations et le Bureau international, entre les bureaux de poste des pays de l'Union, et entre ces bureaux et les Administrations, sont admises à la franchise de port.

Mail relating to prisoners of war.

4.—Il en est de même des correspondances concernant les prisonniers de guerre, expédiées ou reçues, soit directement, soit à titre d'intermédiaire, par les bureaux de renseignements qui seraient établis éventuellement pour ces personnes dans des pays belligérants ou dans les pays neutres ayant recueilli des belligérants sur leur territoire.

Other exemptions to prisoners of war mail.

Les correspondances, à l'exception des envois grevés de remboursement, destinées aux prisonniers de guerre ou expédiées par eux sont également affranchies de toutes taxes postales, aussi bien dans les pays d'origine et de destination que dans les pays intermédiaires.

Belligerents interned in neutral countries.

Les belligérants recueillis et internés dans un pays neutre sont

2. Reply coupons may be sold in those countries of which the Postal Administrations have agreed to issue them. The minimum selling price of a reply coupon is 50 centimes, or the equivalent of this sum in the money of the issuing country.

This coupon is exchangeable in any country of the Union for a stamp or stamps representing the postage on a single-rate letter originating in that country for abroad. The exchange must, however, be made before the end of the second month following the month of issue; this period is increased by four months in relations with oversea countries. The Detailed Regulations of the Convention settle the other conditions of this exchange and in particular the intervention of the International Bureau in manufacturing, supplying, and accounting for the coupons.

3. Official correspondence relative to the Postal Service exchanged between Postal Administrations, between these Administrations and the International Bureau, between Post Offices of Union countries, and between these Offices and the Administrations, is exempt from postage.

4. The same privilege is accorded to correspondence concerning prisoners of war, dispatched or received, either directly or as intermediary, by the Information Bureaus established on behalf of such persons, in belligerent countries or in neutral countries which have received belligerents on their territories.

With the exception of articles marked with a trade charge, correspondence intended for prisoners of war or dispatched by them is also exempt from all postal charges, not only in the countries of origin and destination, but in intermediate countries.

Belligerents received and interned in a neutral country are

assimilés aux prisonniers de guerre proprement dits, en ce qui concerne l'application des dispositions ci-dessus.

5.—Les correspondances déposées en pleine mer dans la boîte d'un paquebot ou entre les mains des agents des postes embarqués ou des commandants de navires peuvent être affranchies, sauf arrangement contraire entre les Administrations intéressées, au moyen des timbres-poste et d'après le tarif du pays auquel appartient ou dont dépend ledit paquebot. Si le dépôt à bord a lieu pendant le stationnement aux deux points extrêmes du parcours ou dans l'une des escales intermédiaires, l'affranchissement n'est valable qu'autant qu'il est effectué au moyen des timbres-poste et d'après le tarif du pays dans les eaux duquel se trouve le paquebot.

treated like prisoners of war, properly so-called, in so far as the application of the above-mentioned rules is concerned.

5. Correspondence posted on the high seas in the letter box on board a vessel or handed to postal officials on board or to the commanders of ships may, in the absence of different arrangements between the Administrations concerned, be prepaid by means of the postage stamps, and according to the tariff of the country to which the said vessel belongs or by which it is maintained. If the posting on board takes place during the stay at one of the two terminal points of the voyage or at any intermediate port of call, prepayment is valid only if it is effected by means of the postage stamps and according to the tariff of the country in the waters of which the vessel happens to be.

Ship letters.

ARTICLE 14.

*Attribution des taxes.*

1.—Chaque Administration garde en entier les sommes qu'elle a perçues en exécution des divers articles de la présente Convention, sauf la bonification due pour les mandats prévus au § 2 de l'article 8 et exception faite en ce qui concerne les coupons-réponse (art. 13).

2.—En conséquence, il n'y a pas lieu, de ce chef, à un décompte entre les diverses Administrations de l'Union, sous les réserves prévues au § 1 du présent article.

3.—Les lettres et autres envois postaux ne peuvent, dans le pays d'origine, comme dans celui de destination, être frappés à la charge des expéditeurs ou des destinataires, d'aucune taxe ni d'aucun droit postal autres que ceux prévus par la présente Convention.

ARTICLE 15.

*Envois exprès.*

1.—Les objets de correspondance de toute nature sont, à la

ARTICLE 14.

*Retention of postage collections.*

1. Each Administration keeps the whole of the sums which it collects by virtue of the various articles of the present Convention, exceptions being made in the case of the credit due for the money orders referred to in paragraph 2 of article 8, and also in regard to reply coupons (art. 13).

2. Consequently, there is no necessity under this head for any accounts between the several Administrations of the Union, subject to the reservations made in paragraph 1 of the present article.

3. Letters and other postal packets must not be subjected, either in the country of origin or in that of destination, to any postal tax or postal duty at the expense of the senders or addressees other than those prescribed by the present Convention.

Postage collections.

Administrations to keep sums collected.

Exceptions.

*Ante*, pp. 1981, 1983.

No accounting needed.

Limit of charges.

ARTICLE 15.

*Express packets.*

1. All classes of correspondence are, at the request of the senders,

Special delivery.

All mail matter may be sent for.

demande des expéditeurs, remis à domicile par un porteur spécial immédiatement après l'arrivée, dans les pays de l'Union qui consentent à se charger de ce service.

Charge for.

2.—Ces envois, qui sont qualifiés "express," sont soumis à une taxe spéciale de remise à domicile; cette taxe est fixée à un franc en sus du port ordinaire et doit être acquittée complètement et à l'avance, par l'expéditeur. Elle est acquise à l'Administration du pays d'origine.

Delivery where no free delivery exists, at additional charge.

3.—Lorsque le domicile du destinataire se trouve en dehors du rayon de la distribution gratuite du bureau de destination, ce bureau peut percevoir une taxe complémentaire, jusqu'à concurrence du prix fixé pour la remise par express dans le service interne, déduction faite de la taxe fixe payée par l'expéditeur, ou de son équivalent dans la monnaie du pays qui perçoit ce complément.

La taxe complémentaire prévue ci-dessus reste exigible en cas de réexpédition ou de mise en rebut de l'objet; elle est acquise à l'Administration qui l'a perçue.

Ordinary delivery if not fully prepaid.

4.—Les objets express non complètement affranchis pour le montant total des taxes payables à l'avance sont distribués par les moyens ordinaires, à moins qu'ils n'aient été traités comme express par le bureau d'origine.

sent out for delivery by special messenger immediately after arrival, in those countries of the Union which agree to undertake this service.

2. Such correspondence, which is called "express," is subject to a special charge for delivery; this charge is fixed at 1 franc in addition to the ordinary postage, and must be fully paid in advance by the sender. It is retained by the Administration which collects it.

3. When the addressee's house is situated outside the free delivery zone of the office of destination, that Office may collect an additional charge up to the amount of the fee fixed for express delivery in its inland service, less the fixed charge paid by the sender, or its equivalent in the money of the country which levies this additional charge.

The additional charge prescribed above is not canceled in case of redirection or nondelivery and is retained by the Administration which has collected it.

4. "Express" packets, upon which the total amount of the charges payable in advance has not been prepaid, are delivered by the ordinary means, unless they have been treated as express by the office of origin.

#### ARTICLE 16.

#### ARTICLE 16.

Reforwarding, etc.

*Réexpédition; rebuts.*

*Redirection; undelivered correspondence.*

No extra charge for reforwarding.

1.—Il n'est perçu aucun supplément de taxe pour la réexpédition d'envois postaux dans l'intérieur de l'Union.

1. No supplementary postage is charged for the redirection of articles of mail within the Union.

Undelivered correspondence.

2.—Les correspondances tombées en rebut ne donnent pas lieu à restitution des droits de transit revenant aux Administrations intermédiaires, pour le transport antérieur desdites correspondances.

2. Undelivered correspondence does not, when returned, involve the repayment of the transit charges due to intermediate Administrations for the previous conveyance of such correspondence.

Delivery of unpaid letters, etc.

3.—Les lettres et les cartes postales non affranchies et les correspondances de toute nature insuffisamment affranchies, qui font

3. Unpaid letters and post cards and insufficiently paid articles of every description, which are returned to the country of

retour au pays d'origine par suite de réexpédition et de mise en rebut, sont remises aux destinataires ou aux expéditeurs contre paiement des taxes dont elles étaient grevées au départ ou à l'arrivée ou en cours de route par suite de réexpédition au delà du premier parcours.

origin as redirected or as undeliverable, are delivered to the addressees or senders, against payment of the charges due on them on departure or arrival or in course of transmission in consequence of redirection after the first transmission.

ARTICLE 17.

*Échange de dépêches closes avec les bâtiments de guerre.*

ARTICLE 17.

*Closed mails exchanged with warships.*

Mail with warships.

1.—Des dépêches closes peuvent être échangées entre les bureaux de poste de l'un des pays contractants et les commandants de divisions navales ou bâtiments de guerre de ce même pays en station à l'étranger ou entre le commandant d'une de ces divisions navales ou bâtiments de guerre et le commandant d'une autre division ou bâtiment du même pays, par l'intermédiaire des services territoriaux ou maritimes dépendant d'autres pays.

1. Closed mails may be exchanged between the Post Offices of any one of the contracting countries and the commanding officers of naval divisions or ships of war of the same country stationed abroad, or between the commanding officer of one of those naval divisions or ships of war and the commanding officer of another division or ship of the same country, through the medium of the land or sea services maintained by other countries.

Exchange of closed mails with warships.

2.—Les correspondances de toute nature comprises dans ces dépêches doivent être exclusivement à l'adresse ou en provenance des états-majors et des équipages des bâtiments destinataires ou expéditeurs des dépêches; les tarifs et conditions d'envoi qui leur sont applicables sont déterminés, d'après ses règlements intérieurs, par l'Administration des postes du pays auquel appartiennent les bâtiments.

2. Correspondence of every description inclosed in these mails must consist exclusively of such as is addressed to or sent by the officers and crews of the ships to or from which the mails are forwarded; the rates and conditions of dispatch applicable to them are settled, according to its internal regulations, by the Postal Administration of the country to which the ships belong.

Character of mail restricted.

3.—Sauf arrangement contraire entre les Offices intéressés, l'Office postal expéditeur ou destinataire des dépêches dont il s'agit est redevable, envers les Offices intermédiaires, de frais de transit calculés conformément aux dispositions de l'article 4.

3. In the absence of any contrary arrangement between the Offices concerned, the Post Office which dispatches or receives the mails in question is accountable to the intermediate Offices for transit charges calculated in accordance with the provisions of article 4.

Transit charges.

Art. p. 1974.

ARTICLE 18.

*Interdictions.*

1. Sauf les exceptions prévues par la présente Convention et le Règlement d'exécution il n'est pas donné cours aux envois qui ne remplissent pas les conditions

ARTICLE 18.

*Prohibitions.*

1. Apart from the exceptions prescribed by the present Convention and Detailed Regulations, articles which do not fulfill the conditions laid down for each

Prohibitions.

Articles excluded.

requis, pour chaque catégorie de correspondances.

Dangerous, etc., articles.

2.—Il est interdit d'expédier:

*a)* des échantillons et autres objets qui, par leur nature, peuvent présenter du danger pour les agents postaux, salir ou détériorer les correspondances;

Explosives, etc.

*b)* des matières explosives, inflammables ou dangereuses; des animaux et insectes, vivants ou morts, sauf les exceptions mentionnées au Règlement d'exécution de la présente Convention;

Post, p. 2027.

Samples to avoid customs duties.

*c)* des échantillons dont le nombre expédié par un même expéditeur à l'adresse d'un même destinataire montre l'intention évidente d'éviter la perception des droits de douane dus au pays de destination;

Dutiable articles.

*d)* des objets passibles de droits de douane;

Narcotics.

*e)* de l'opium, de la morphine, de la cocaïne et autres stupéfiants;

Obscene articles.

*f)* des objets obscènes ou immoraux;

Articles prohibited in either country.

*g)* des objets quelconques dont l'entrée ou la circulation sont interdites dans les pays d'origine ou de destination.

Return if erroneously admitted in the mail.

3.—Les envois tombant sous les prohibitions du présent article et qui auraient été à tort admis à l'expédition doivent être renvoyés au timbre d'origine, sauf le cas où l'Administration du pays de destination serait autorisée, par sa législation ou par ses règlements intérieurs, à en disposer autrement.

Destruction of explosives, obscene, etc., articles.

Toutefois, les matières explosives, inflammables ou dangereuses et les objets obscènes ou immoraux ne sont pas renvoyés au timbre d'origine; ils sont détruits sur place par les soins de l'Administration qui en constate la présence.

Reserved rights as to publications, etc.

4.—Est d'ailleurs réservé le droit du Gouvernement de tout pays de l'Union de ne pas effectuer, sur son territoire, le transport ou la distribution, tant des objets jous-

class of correspondence are not to be forwarded.

2. It is forbidden to send by post:

*(a)* Samples and other articles which, from their nature, may expose postal officials to danger, or soil or damage the correspondence;

*(b)* Explosive, inflammable, or dangerous substances; animals and insects, living or dead, except in the cases provided for in the Detailed Regulations of the present Convention;

*(c)* Samples of which the number forwarded by the same sender to the same addressee shows an obvious intention of avoiding the payment of the customs charges due to the country of destination;

*(d)* Articles liable to customs duty;

*(e)* Opium, morphine, cocaine, and other narcotics;

*(f)* Obscene or immoral articles;

*(g)* Any articles whatever of which the importation or circulation are forbidden in the countries of origin or destination.

3. Packets falling under the prohibitions of the present article, which have been wrongly admitted to the post, must be returned to the Post Office of origin, except in cases where the Administration of the country of destination is authorized by its laws or by its internal regulations to dispose of them otherwise.

Explosive, inflammable, or dangerous substances, and obscene or immoral articles, however, are not returned to the country of origin; they are destroyed on the spot under the direction of the Administration which has found them.

4. The right is, moreover, reserved to the Government of every country of the Union to refuse to convey over its territory, or to deliver, articles ad-

sant de la modération de taxe à l'égard desquels il n'a pas été satisfait aux lois, ordonnances ou décrets qui règlent les conditions de leur publication ou de leur circulation dans ce pays, que des correspondances de toute nature qui portent ostensiblement des inscriptions, dessins, etc., interdits par les dispositions légales ou réglementaires en vigueur dans le même pays.

5.—Les hautes parties contractantes s'engagent à prendre ou à proposer à leurs pouvoirs législatifs les mesures nécessaires pour empêcher et, le cas échéant, punir l'insertion dans les envois énumérés à l'article 2 de la présente Convention, d'opium, de morphine, de cocaïne et autres stupéfiants.

ARTICLE 19.

*Relations avec les pays étrangers à l'Union.*

1.—Les Offices de l'Union qui ont des relations avec des pays situés en dehors de l'Union, doivent prêter leur concours à tous les autres Offices de l'Union:

1° pour la transmission, par leur intermédiaire, soit à découvert, soit en dépêches closes, si ce mode de transmission est admis d'un commun accord par les Offices d'origine et de destination des dépêches, des correspondances à destination ou provenant des pays en dehors de l'Union;

2° pour l'échange des correspondances, soit à découvert, soit en dépêches closes, à travers les territoires ou par l'intermédiaire de services dépendant desdits pays en dehors de l'Union;

3° pour que les correspondances soient soumises en dehors de l'Union, comme dans le ressort de l'Union, aux frais de transit déterminés par l'article 4.

2.—Les frais totaux de transit maritime dans l'Union et en dehors de l'Union ne peuvent pas

mitted at reduced rates in regard to which the laws, ordinances, or decrees which regulate the conditions of their publication or circulation in that country have not been complied with, or correspondence of any kind bearing conspicuously inscriptions, designs, etc., forbidden by the legal enactments or regulations in force in the same country.

5. The high contracting parties undertake to adopt or to propose to their legislatures the measures necessary for preventing and, if necessary, for punishing the insertion of opium, morphine, cocaine, and other narcotics in the mail articles specified in article 2 of the present Convention.

ARTICLE 19.

*Relations with countries outside the Union.*

1. Offices of the Union which have relations with countries situate outside the Union are to lend their assistance to all the other Offices of the Union:

1. For the transmission, by their services, either à découvert or in closed mails, if this method of transmission is admitted by mutual consent between the Offices of origin and destination of the mails, of correspondence addressed to or originating in countries outside the Union;

2. For the exchange of correspondence, either à découvert or in closed mails, across the territories or by means of services maintained by the said countries outside the Union;

3. That the correspondence conveyed may be subject outside the Union, as within the Union, to the transit charges fixed by article 4.

2. The total charges for the sea transit, within and without the Union, may not exceed 15 francs

Narcotics legislation.

*Ante*, p. 1972.

Countries outside the Union.

Administrations having relation with nonunion countries, to aid other Union offices.

To transmit open or closed mails.

Exchange transit mail.

Charges.

*Ante*, p. 1974.

Sea transit charges.

excéder 15 francs par kilogramme de lettres et de cartes postales et 1 franc par kilogramme d'autres objets. Le cas échéant, ces frais sont répartis au prorata des distances, entre les Offices intervenant dans le transport.

Application of land and sea charges.

3.—Les frais de transit, territorial ou maritime, en dehors des limites de l'Union comme dans le ressort de l'Union, des correspondances auxquelles s'applique le présent article, sont constatés dans la même forme que les frais de transit afférents aux correspondances échangées entre pays de l'Union au moyen des services d'autres pays de l'Union.

Payment of transit charges for countries not in Union.

4.—Les frais de transit des correspondances à destination des pays en dehors de l'Union postale sont à la charge de l'Office du pays d'origine, qui fixe les taxes d'affranchissement dans son service desdites correspondances, sans que ces taxes puissent être inférieures au tarif normal de l'Union.

Transit charges from countries not in Union.

5.—Les frais de transit des correspondances originaires des pays en dehors de l'Union ne sont pas à la charge de l'Office du pays de destination. Cet Office distribue sans taxe les correspondances qui lui sont livrées comme complètement affranchies; il taxe les correspondances non ou insuffisamment affranchies selon la règle applicable dans son propre service aux envois similaires à destination du pays d'où proviennent lesdites correspondances.

Registered articles.

6.—A l'égard de la responsabilité en matière d'objets recommandés, les correspondances sont traitées:

Transmitted within Union limits.

pour le transport dans le ressort de l'Union, d'après les stipulations de la présente Convention;

Outside Union limits.

pour le transport en dehors des limites de l'Union, d'après les conditions notifiées par l'Office de l'Union qui sert d'intermédiaire.

per kilogram of letters and post cards and 1 franc per kilogram of other articles. If occasion arise these charges are divided, in the ratio of distances, between the Offices taking part in the conveyance.

3. The charges for transit, by land or sea, without as well as within the limits of the Union, on the correspondence to which the present article applies are established in the same manner as the transit charges relating to correspondence exchanged between Union countries by means of the services of other countries of the Union.

4. The transit charges on correspondence for countries outside the Postal Union are payable by the office of the country of origin, which fixes the postage rates in its services for the said correspondence, but these rates may not be lower than the normal Union tariff.

5. The transit charges on correspondence originating in countries outside the Union are not payable by the Office of the country of destination. That Office delivers without charge correspondence transmitted to it as fully prepaid; it charges unpaid or insufficiently prepaid correspondence according to the rules applicable in its own service to similar articles addressed to the country where the said correspondence originates.

6. With regard to responsibility in the matter of registered articles, correspondence is treated:

For transmission within the limits of the Union, in accordance with the provisions of the present Convention;

For the transmission outside the limits of the Union, in accordance with the conditions notified by the Office of the Union which serves as the intermediate Office.



ARTICLE 20.

*Empreintes et timbres-poste contrefaits.*

Les hautes parties contractantes s'engagent à prendre, ou à proposer à leurs pouvoirs législatifs respectifs, les mesures nécessaires pour punir l'emploi frauduleux, pour l'affranchissement de correspondances, de timbres-poste contrefaits ou ayant déjà servi ainsi que d'empreintes contrefaites ou ayant déjà servi de machines à affranchir. Elles s'engagent également à prendre, ou à proposer à leurs législatures respectives, les mesures nécessaires pour interdire et réprimer les opérations frauduleuses de fabrication, vente, colportage ou distribution de vignettes et timbres en usage dans le service des postes, contrefaits ou imités de telle manière qu'ils pourraient être confondus avec les vignettes et timbres émis par l'Administration d'un des pays adhérents.

ARTICLE 21.

*Services faisant l'objet d'arrangements particuliers.*

Le service des lettres et boîtes avec valeur déclarée, et ceux des mandats de poste, des colis postaux, des valeurs à recouvrer, des abonnements aux journaux, des virements postaux, font l'objet d'arrangements particuliers entre les divers pays ou groupes de pays de l'Union.

ARTICLE 22.

*Règlement d'exécution; arrangements spéciaux entre Administrations.*

1.—Les Administrations postales des divers pays qui composent l'Union sont compétentes pour arrêter d'un commun accord, dans un Règlement d'exécution, toutes les mesures d'ordre et de détail qui sont jugées nécessaires.

ARTICLE 20.

*Counterfeit impressions and postage stamps.*

The high contracting parties undertake to adopt, or to propose to their respective legislatures, the necessary measures for punishing the fraudulent use, for the prepayment of correspondence, of counterfeit postage stamps or stamps already used, as well as of counterfeit impressions of stamping machines or of impressions already used. They also undertake to adopt or to propose to their respective legislatures, the necessary measures for prohibiting and repressing the fraudulent manufacture, sale, hawking, or distribution of impressed and adhesive stamps in use in the postal service, forged or imitated in such a manner that they could be mistaken for the impressed and adhesive stamps issued by the Administration of any one of the contracting countries.

ARTICLE 21.

*Services governed by special agreements.*

The arrangements relating to insured letters and boxes, postal money orders, postal parcels, collection of bills and drafts, subscriptions to newspapers, and transfers to and from postal cheque accounts, form the subject of special agreements between the various countries or groups of countries composing the Union.

ARTICLE 22.

*Detailed regulations; special agreements between Administrations.*

1. The Postal Administrations of the various countries composing the Union are empowered to draw up, by mutual agreement, in the form of Detailed Regulations, all the measures of order and detail which are judged necessary.

Counterfeits.

Legislation to punish counterfeit impressions of stamps, etc.

Special services, etc.

Arrangements subject to agreements.

Executory regulations.

Form, etc., by mutual agreement.  
Post, p. 2062.

- Special conventions.** 2.—Les différentes Administrations peuvent, en outre, prendre entre elles les arrangements nécessaires au sujet des questions qui ne concernent pas l'ensemble de l'Union, pourvu que ces arrangements ne dérogent pas à la présente Convention.
2. The several Administrations may, moreover, make among themselves the necessary agreements on the subject of questions which do not concern the Union generally, provided that these agreements do not infringe the present Convention.
- Lower rates for short distances.** 3.—Il est toutefois permis aux Administrations intéressées de s'entendre mutuellement pour l'adoption de taxes réduites dans un rayon de 30 kilomètres.
3. The Administrations concerned are, however, permitted to come to mutual arrangements for the adoption of lower rates of postage within a radius of 30 kilometers.
- ARTICLE 23.**
- Législation interne; unions restreintes.*
- Internal laws; restricted unions.*
- Internal laws.**
- No alteration if not covered hereby.** 1.—La présente Convention ne porte point altération à la législation de chaque pays dans tout ce qui n'est pas prévu par les stipulations contenues dans cette Convention.
1. The present Convention involves no alteration in the legislation of any country as regards anything which is not covered by the provisions of this Convention.
- No restriction of special treaties.** 2.—Elle ne restreint pas le droit des parties contractantes de maintenir et de conclure des traités ainsi que de maintenir et d'établir des unions plus restreintes, en vue de la réduction des taxes ou de toute autre amélioration des relations postales.
2. It does not restrict the right of the contracting parties to maintain and to conclude treaties, as well as to maintain and establish more restricted Unions, with a view to the reduction of postage rates or to any other improvement of postal relations.
- ARTICLE 24.**
- Bureau international.*
- International Bureau.*
- International Bureau.**
- Maintenance of central office.** 1.—Est maintenue l'institution, sous le nom de Bureau international de l'Union postale universelle, d'un Office central qui fonctionne sous la haute surveillance de l'Administration des postes suisses, et dont les frais sont supportés par toutes les Administrations de l'Union.
1. Under the name of the International Bureau of the Universal Postal Union a central Office is maintained which is conducted under the supervision of the Swiss Postal Administration, and the expenses of which are borne by all the Administrations of the Union.
- Duties, etc.** 2.—Ce Bureau demeure chargé de réunir, de coordonner, de publier et de distribuer les renseignements de toute nature qui intéressent le service international des postes; d'émettre, à la demande des parties en cause, un avis sur les questions litigieuses; d'instruire les demandes en modification des Actes du Congrès; de notifier les changements adoptés, et, en général, de procéder aux études et aux travaux dont il
2. This office is entrusted with the duty of collecting, collating, publishing, and distributing information of every kind which concerns the international postal service; of giving, at the request of the parties concerned, an opinion upon questions in dispute; of making known proposals for modifying the acts of the Congress; of notifying alterations adopted; and, in general, of taking up such studies and duties as

serait saisi dans l'intérêt de l'Union postale.

may be confided to it in the interest of the Postal Union.

ARTICLE 25.

ARTICLE 25.

*Litiges à régler par arbitrage.*

*Disputes to be settled by arbitration.*

Disputes.

1.—En cas de dissentiment entre deux ou plusieurs membres de l'Union, relativement à l'interprétation de la présente Convention ou à la responsabilité dérivant, pour une Administration, de l'application de ladite Convention, la question en litige est réglée par jugement arbitral. A cet effet, chacune des Administrations en cause choisit un autre membre de l'Union qui n'est pas directement intéressée dans l'affaire.

1. In case of disagreement between two or more members of the Union as to the interpretation of the present Convention, or as to the responsibility imposed on an Administration by the application of the said Convention, the question in dispute is decided by arbitration. To that end each of the Administrations concerned chooses another member of the Union not directly interested in the matter.

Arbitration by members, to settle.

Au cas où l'un des Offices en cause ne donnerait, dans les 12 mois à partir du jour qui suit la date de la première réclamation, aucune suite à une proposition d'arbitrage, le Bureau international pourra, sur la demande qui lui en sera faite, provoquer à son tour la désignation d'un arbitre par l'Office défaillant ou en désigner un lui-même, d'office.

If one of the Offices concerned does not take any action on a proposal for arbitration within 12 months from the day following the date of the first application, the International Bureau, on a request to that effect, may call on the defaulting Administration to appoint an arbitrator, or may appoint one officially.

By International Bureau on default. Post, p. 2004.

2.—La décision des arbitres est donnée à la majorité absolue des voix.

2. The decision of the arbitrators is given on an absolute majority of votes.

Decision.

3.—En cas de partage des voix, les arbitres choisissent, pour trancher le différend, une autre Administration également désintéressée dans le litige.

3. In case of an equality of votes the arbitrators choose, with the view of settling the difference, another Administration with no interest in the question in dispute.

Additional arbitrator.

4.—Les dispositions du présent article s'appliquent également à tous les Arrangements conclus en vertu de l'article 21 précédent.

4. The terms of the present article apply equally to all the Agreements concluded by virtue of the foregoing article 21.

Application.

Art. p. 1995.

ARTICLE 26.

ARTICLE 26.

*Adhésions à la Convention.*

*Adhesions to the Convention.*

Adhesions.

1.—Les pays qui n'ont point pris part à la présente Convention sont admis à y adhérer sur leur demande.

1. Countries which have not taken part in the present Convention are admitted to adhere to it upon their request.

Admission of other countries.

2.—Cette adhésion est notifiée, par la voie diplomatique, au Gouvernement de la Confédération suisse et, par ce Gouvernement, à tous les pays de l'Union.

2. This adhesion is notified diplomatically to the Government of the Swiss Confederation, and by that Government to all the countries of the Union.

Notification.

3.—Elle emporte, de plein droit, accession à toutes les clauses et admission à tous les avantages

3. It implies complete participation in all the clauses and admission to all the advantages

Rights, etc.

stipulés par la présente Convention.

given by the present Convention.

Contribution to expenses.

4.—Il appartient au Gouvernement de la Confédération suisse de déterminer, d'un commun accord avec le Gouvernement du pays intéressé, la part contributive de l'Administration de ce dernier pays dans les frais du Bureau international, et, s'il y a lieu, les taxes à percevoir par cette Administration en conformité de l'article 12 précédent.

4. The Government of the Swiss Confederation settles, by agreement with the Government of the country concerned, the share to be contributed by the Administration of this latter country toward the expenses of the International Bureau, and, if necessary, the rates to be charged by that Administration in accordance with Article 12 above.

*Ante*, p. 1987.

#### ARTICLE 27.

##### *Congrès et Conférences.*

Congresses and Conferences.

Requests to be made.

1.—Des Congrès de plénipotentiaires des pays contractants ou de simples Conférences administratives, selon l'importance des questions à résoudre, sont réunis lorsque la demande en est faite ou approuvée par les deux tiers, au moins, des Gouvernements ou Administrations, suivant le cas.

#### ARTICLE 27.

##### *Congresses and Conferences.*

1. Congresses of plenipotentiaries of the contracting countries, or simple administrative Conferences, according to the importance of the questions to be solved, are held when a demand for them is made or approved by two-thirds, at least, of the Governments or Administrations, as the case may be.

Regular Congress.

2.—Toutefois, un Congrès doit avoir lieu au plus tard cinq ans après la date de la mise à exécution des Actes conclus au dernier Congrès.

2. A Congress shall, in any case, be held not later than five years after the date of the entry into force of the acts settled at the last Congress.

Representatives.

3.—Chaque pays peut se faire représenter, soit par un ou plusieurs délégués, soit par la délégation d'un autre pays. Mais il est entendu que le délégué ou les délégués d'un pays ne peuvent être chargés que de la représentation de deux pays, y compris celui qu'ils représentent.

3. Each country may be represented either by one or several delegates, or by the delegation of another country. But it is understood that the delegate or delegates of one country can undertake the representation of two countries only, including the country they represent.

Votes.

4.—Dans les délibérations, chaque pays dispose d'une seule voix.

4. In the deliberations each country has one vote only.

Meeting place.

5.—Chaque Congrès fixe le lieu de la réunion du prochain Congrès.

5. Each Congress settles the place of meeting of the next Congress.

Conference meetings.

6.—Pour les Conférences, les Administrations fixent les lieux de réunion sur la proposition du Bureau international.

6. For Conferences, the Administrations settle the places of meeting on the proposal of the International Bureau.

#### ARTICLE 28.

##### *Propositions dans l'intervalle des réunions.*

Proposals between Congresses.

Submission to members.

1.—Dans l'intervalle qui s'écoule entre les réunions, toute

#### ARTICLE 28.

##### *Proposals made between Congresses.*

1. In the interval between meetings, any postal Adminis-

Administration des postes d'un pays de l'Union a le droit d'adresser aux autres Administrations participantes, par l'intermédiaire du Bureau international, des propositions concernant le régime de l'Union.

Pour être mise en délibération, chaque proposition doit être appuyée par au moins 2 Administrations, sans compter celle dont la proposition émane. Lorsque le Bureau international ne reçoit pas, en même temps que la proposition, le nombre nécessaire de déclarations d'appui, la proposition reste sans aucune suite.

2.—Toute proposition est soumise au procédé suivant:

Un délai de six mois est laissé aux Administrations de l'Union pour examiner les propositions et pour faire parvenir au Bureau international, le cas échéant, leurs observations. Les amendements ne sont pas admis. Les réponses sont réunies par les soins du Bureau international et communiquées aux Administrations avec l'invitation de se prononcer pour ou contre. Celles qui n'ont point fait parvenir leur vote dans un délai de six mois, à compter de la date de la seconde circulaire du Bureau international leur notifiant les observations apportées, sont considérées comme s'abstenant.

3.—Pour devenir exécutoires les propositions doivent réunir, savoir:

1° l'unanimité des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions ou de la modification des dispositions du présent article et des articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 10, 11, 12, 14, 15, 17, 20, 29, 30 et 31.

2° les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions de la présente Convention autres que celles des articles précités.

3° la simple majorité absolue, s'il s'agit de l'interprétation des dispositions de

tration of a country of the Union has the right to address to the other participating Administrations through the medium of the International Bureau, proposals concerning the business of the Union.

In order to be considered, every proposal must be supported by at least two Administrations, not including that which originates the proposal. When the International Bureau does not receive, at the same time as the proposal, the necessary number of declarations of support, the proposal falls.

2. Every proposal is subject to the following procedure:

A period of six months is allowed to the Administrations of the Union to examine the proposals and to communicate their observations, if any, to the International Bureau. Amendments are not admitted. The answers are tabulated by the International Bureau, and communicated to the Administrations, with an invitation to declare themselves for or against. Those who have not furnished their vote within a period of six months from the date of the second circular of the International Bureau notifying to them the observations which have been received, are considered as abstaining.

3. In order to become binding, the proposals must obtain:

1. Unanimity of votes if they involve the addition of new provisions or any modification of the provisions of the present article or of articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 10, 11, 12, 14, 15, 17, 20, 29, 30, and 31;

2. Two-thirds of the votes if they involve a modification of the provisions of the present Convention other than those of the above-mentioned articles;

3. A simple majority, if they affect the interpretation of the provisions of the

Support necessary.

Procedure.

Votes necessary.

Unanimous.

Two-thirds.

Majority.

la présente Convention hors le cas de litige prévu à l'article 25 précédent.

*Ante*, p. 175.

Notification of adoption.

4.—Les résolutions valables sont consacrées, dans les deux premiers cas, par une déclaration diplomatique que le Gouvernement de la Confédération suisse est chargé d'établir et de transmettre à tous les Gouvernements des pays contractants, et, dans le troisième cas, par une simple notification du Bureau international à toutes les Administrations de l'Union.

Time limit.

5.—Toute modification ou résolution adoptée n'est exécutoire que trois mois, au moins, après sa notification.

present Convention, except in the case of dispute provided for by the foregoing article 25.

4. Resolutions duly adopted are sanctioned in the first two cases, by a diplomatic declaration, which the Government of the Swiss Confederation undertakes to prepare and forward to all the Governments of the contracting countries, and in the third case by a simple notification from the International Bureau to all the Administrations of the Union.

5. No modification or resolution adopted comes into force until at least three months after its notification.

#### ARTICLE 29.

Protectorates and Colonies included.

*Protectorats et colonies dans l'Union.*

Considered as single country or Administration.

*Ante*, pp. 1997, 1998.

Sont considérés comme formant, pour l'application des articles 24, 27 et 28 précédents, un seul pays ou une seule Administration, suivant le cas :

- 1° La colonie Congo belge ;
- 2° L'Empire de l'Inde britannique ;
- 3° Le Dominion du Canada ;
- 4° La Confédération australienne (Commonwealth of Australia) avec la Nouvelle-Guinée britannique ;
- 5° L'Union de l'Afrique du Sud ;
- 6° Les autres Dominions et l'ensemble des colonies et protectorats britanniques ;
- 7° Les Iles Philippines ;
- 8° L'ensemble de toutes les autres possessions insulaires des Etats-Unis d'Amérique, comprenant les îles Havai, Porto-Rico, Guam, et les îles Vierges des Etats-Unis d'Amérique ;
- 9° L'ensemble des colonies espagnoles ;
- 10° L'Algérie ;

#### ARTICLE 29.

*Protectorates and Colonies included in the Union.*

For the application of the foregoing articles 24, 27, and 28, the following are considered as forming a single country or Administration, as the case may be :

1. The Colony of the Belgian Congo ;
2. The Empire of British India ;
3. The Dominion of Canada ;
4. The Commonwealth of Australia with British New Guinea ;
5. The Union of South Africa ;
6. The other Dominions and the whole of the British Colonies and Protectorates ;
7. The Philippine Islands ;
8. The whole of the other island possessions of the United States of America, comprising the islands of Hawaii, Porto Rico, Guam, and the Virgin Islands of the United States of America ;
9. The whole of the Spanish Colonies ;
10. Algeria ;

11° Les colonies et protectorats français de l'Indochine;

12° L'ensemble des autres colonies françaises;

13° L'ensemble des colonies italiennes;

14° Le Chosen;

15° L'ensemble des autres dépendances japonaises;

16° Les Indes néerlandaises;

17° Les colonies néerlandaises en Amérique;

18° Les colonies portugaises de l'Afrique;

19° Les colonies portugaises en Asie et en Océanie.

11. The French Colonies and Protectorates in Indo-China;

12. The whole of the other French Colonies;

13. The whole of the Italian Colonies;

14. Chosen (Korea);

15. The whole of the other Japanese Dependencies;

16. The Dutch East Indies;

17. The Dutch Colonies in America;

18. The Portuguese Colonies of Africa;

19. The Portuguese Colonies in Asia and Oceania.

ARTICLE 30.

*Durée de la Convention.*

La présente Convention sera mise à exécution le 1<sup>er</sup> janvier 1922 et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé; mais chaque partie contractante a le droit de se retirer de l'Union, moyennant un avertissement donné une année à l'avance par son Gouvernement au Gouvernement de la Confédération suisse.

Toutefois, en ce qui concerne les taxes postales, chaque pays est autorisé à les mettre en vigueur avant la date précitée à la condition d'en informer le Bureau international au moins un mois d'avance, et, au besoin, par télégramme.

ARTICLE 31.

*Abrogation des traités antérieurs: ratification.*

1.—Sont abrogées, à partir du jour de la mise à exécution de la présente Convention, les stipulations de la Convention de l'Union postale universelle conclue à Rome en 1906

2.—La présente Convention sera ratifiée aussitôt que faire se pourra. Les actes de ratification seront échangés à Madrid.

3.—En foi de quoi les plénipotentiaires des pays ci-dessus énumérés ont signé la présente Con-

ARTICLE 30.

*Duration of the Convention.*

The present Convention shall come into force on the 1st of January 1922, and shall remain in operation for an indefinite period; but each contracting party has the right to withdraw from the Union by notice given one year in advance by its Government to the Government of the Swiss Confederation.

Each country is, however, authorized to put the postage rates into force before the above-mentioned date, on condition of informing the International Bureau to that effect at least one month in advance, and if necessary, by telegram.

ARTICLE 31.

*Previous Conventions canceled; ratification.*

1. From the date on which the present Convention comes into force the provisions of the Convention of the Universal Postal Union concluded at Rome in 1906 are repealed.

2. The present Convention shall be ratified as soon as possible. The acts of ratification shall be exchanged at Madrid.

3. In faith whereof the plenipotentiaries of the above-named countries have signed the present

Duration.

Effective date, etc.

Withdrawals.

Prior date for rates.

Prior Convention repealed.  
Vol. 35, p. 1639.

Ratification.

Signatures.

vention à Madrid le trente novembre mil neuf cent vingt.

Convention at Madrid on the thirtieth of November, one thousand nine hundred and twenty.

*Pour l'Allemagne:*

RONGE.  
SCHENK.  
ORTH.

*Pour les Etats-Unis d'Amérique:*

CONDE DE COLOMBI.  
POUR OTTO PRAEGER.

*Pour les Iles Philippines et les possessions insulaires des Etats-Unis d'Amérique:*

CONDE DE COLOMBI.  
POUR S. M. WEBER.

*Pour la République Argentine:*

A. BARRERA NICHOLSON.

*Pour l'Autriche:*

EBERAN.

*Pour la Belgique:*

A. PIRARD.  
TIXHON.  
HUB. KRAINS.

*Pour la colonie du Congo belge:*

M. HALEWYCK.  
G. TONDEUR.

*Pour la Bolivie:*

LUIS RODRIQUEZ.

*Pour le Brésil:*

ALCIBIADES PEÇANHA.  
J. HENRIQUE ADERNE.

*Pour la Bulgarie:*

N. STARTCHEFF.  
N. BOSCHNAKOFF.

*Pour le Chili:*

A. DE LA CRUZ.  
FLORENCIO MARQUEZ DE LA PLATA.  
GUS. COUSIÑO.

*Pour la Chine:*

LIU FOU-TCHENG.

*Pour la République de Colombie:*

W. MAC LELLAN.  
GABRIEL ROLDAN.

*Pour la République de Costa-Rica:*

MANUEL M. DE PERALTA.

*Pour la République de Cuba.*

JUAN IRURETAGOYENA.

*Pour le Danemark.*

HOLLNAGEL JENSEN.  
HOLMBLAD.

*Pour la République Dominicaine:*

LEOPOLDO LOVELACE.

*Pour l'Égypte:*

N. T. BORTON.

*Pour la République de l'Équateur:*

LUIS ROBALINO DAVILA.  
LEONIDAS A. YEROVI.

*Pour l'Espagne:*

CONDE DE COLOMBI.  
JOSÉ DE GARCIA TORRES.  
GUILLERMO CAPDEVILA.  
JOSÉ DE ESPAÑA.  
MARTIN VICENTE.  
ANTONIO CAMACHO.

*Pour les colonies espagnoles:*

BERNARDO ROLLAND.  
MANUEL G. ACEBO.

*Pour l'Éthiopie:*

WEULDEU-BERHANE.

*Pour la Finlande.*

G. E. F. ALBRECHT.

*Pour la France:*

M. LEBON.  
P. M. GEORGES BONNET.  
M. LEBON.  
G. BLIN.  
P. BOUILLARD.  
BARRAIL.

*Pour l'Algérie.*

H. TREUILLÉ.

*Pour les colonies et protectorats français de l'Indochine:*

ANDRÉ TOUZET.

*Pour l'ensemble des autres colonies françaises:*

G. DEMARTIAL.

*Pour la Grande-Bretagne et divers dominions, colonies et protectorats britanniques:*

F. H. WILLIAMSON.  
E. J. HARRINGTON.  
E. L. ASHBY FOAKES.

*Pour l'Inde britannique:*

G. R. CLARKE.



*Pour la Commonwealth de l'Australie:*

JUSTINIAN OXENHAM.

*Pour le Canada:*

F. H. WILLIAMSON.

*Pour la Nouvelle-Zélande:*

R. B. MORRIS.

*Pour l'Union de l'Afrique du Sud:*

H. W. S. TWY-CROSS.

D. J. O'KELLY.

*Pour la Grèce:*

P. SCASSI.

TH. PENTHÉROUDAKIS.

*Pour le Guatemala.*

JUAN J. ORTEGA.

ENRIQUE TRAUMANN.

*Pour la République d'Haïti:*

LUIS MA. SOLÉR.

*Pour la République du Honduras:*

RICARDO BELTRAN Y RÓZPIDE.

*Pour la Hongrie:*

C. DE FEJÉR.

G. BARON SZALAY.

*Pour l'Islande:*

HOLLNAGEL JENSEN.

*Pour l'Italie et les colonies italiennes:*

E. DELMATI.

T. C. GIANNINI.

S. ORTISI.

*Pour le Japon:*

S. NAKANISHI.

ARAJIRO MIURA.

Y. HIRATSUKA.

*Pour le Chosen:*

S. NAKANISHI.

ARAJIRO MIURA.

Y. HIRATSUKA.

*Pour l'ensemble des autres dépendances japonaises:*

S. NAKANISHI.

ARAJIRO MIURA.

Y. HIRATSUKA.

*Pour la République de Libéria:*

LUIS MA. SOLÉR.

*Pour le Luxembourg:*

G. FABER.

*Pour le Maroc*

(à l'exclusion de la zone espagnole):

GÉRARD JAPY.

J. WALTER.

*Pour le Maroc (zone espagnole):*

M. AGUIRRE DE CARCER.

L. LÓPEZ-FERRER.

C. GARCIA DE CASTRO.

*Pour le Mexique:*

P. COSME HINOJOSA.

JULIO POULAT.

JULIO POULAT.

ALFONSO REYES.

*Pour le Nicaragua:*

M. IG. TERÁN.

*Pour la Norvège:*

SUMMERCHILD.

KLAUS HELSING.

*Pour la République de Panama:*

J. D. AROSEMENA.

*Pour le Paraguay:*

FERNANDO PIGNET.

*Pour les Pays-Bas:*

A. W. KYMMELL.

J. S. v. GELDER.

*Pour les Indes néerlandaises:*

WIGMAN.

W. F. GERDES OOSTERBEEK.

J. VAN DER WERF.

*Pour les colonies néerlandaises en Amérique:*

WIGMAN.

W. F. GERDES OOSTERBEEK.

J. VAN DER WERF.

*Pour le Pérou:*

D. C. URREA.

O. BARRENECHEA Y RAYGADA.

*Pour la Perse:*

HUSSEÏN KHAN ALAÏ.

C. MOLITOR.

*Pour la Pologne:*

W. DOBROWOLSKI.

MACIEJEWSKI.

DR. MARJAN BLACHIER.

*Pour le Portugal.*

HENRIQUE MOUSINHO DE

ALBUQUERQUE.

*Pour les colonies portugaises de l'Afrique:*

JUVENAL ELVAS FLORIDA SANTA

BARBARA.

*Pour les colonies portugaises de l'Asie et de l'Océanie:*

JOSÉ EMILIO DOS SANTOS E SILVA.

<i>Pour la Roumanie:</i>	<i>Pour la Suisse:</i>
D. G. MARINESCO.	MENGOTTI.
EUG. BOUKMAN.	F. BOSS.
<i>Pour le Salvador:</i>	<i>Pour la Tchecoslovaquie:</i>
ISMAEL G. FUENTES.	DR. OTOKAR RŮŽIČKA.
<i>Pour le Territoire de la Sarre:</i>	VÁCLAV KUČERA.
DOUARCHE.	<i>Pour la Tunisie:</i>
<i>Pour le Royaume des Serbes Croates</i>	GÉRARD JAPY.
<i>et Slovènes:</i>	A. BARBARAT.
DRAG. DIMITRIYEVITCH.	<i>Pour la Turquie:</i>
S. P. TOUTOUNDJITCH.	MÉHMÉD-ALI.
DR. FRANYA PAVLITCH.	<i>Pour l'Uruguay:</i>
COSTA ZLATANOVITCH.	ADOLFO AGORIO.
<i>Pour le Royaume de Siam:</i>	<i>Pour les États-Unis de Venezuela:</i>
PHRA SANPAKITCH PREECHA.	PEDRO-EMILIO COLL.
<i>Pour la Suède:</i>	BARCELO.
JULIUS JUHLIN.	A. POSSE.
THORE WENNVIST.	

Pour copie certifiée conforme

*Le Sous-secrétaire d'État.*

E. DE PALACIOS.

Approval by Postmaster General

Having examined and considered the provisions of the foregoing Convention signed at Madrid on the thirtieth day of November, A. D. 1920, revising the Universal Postal Convention which was concluded in Rome on the twenty-sixth day of May, A. D. 1906; the same is by me, by virtue of the powers vested by law in the Postmaster General, hereby ratified and approved, by and with the advice and consent of the President of the United States, except the provision of Article 3, Paragraph 3, and Article 25, Paragraph 1, last sentence, respectively, each of which reads as follows:

Paragraphs excepted.

*Ante*, p. 1973.

“The high contracting parties undertake not to impose, on postal grounds, special obligations on packets employed in regular mail services and maintained by a country of the Union, in exchange for advantages and privileges which may exist or be established in favor of any class of merchant ships, especially as regards the formalities and arrangements on entering or leaving port.”

*Ante*, p. 1997.

“If one of the Offices concerned does not take any action on a proposal for arbitration within 12 months from the day following the date of the first application, the International Bureau, on a request to that effect, may call on the defaulting Administration to appoint an arbitrator, or may appoint one officially.”

In witness whereof, I have caused the seal of the Post Office Department of the United States to be hereto affixed, this 31st day of December, 1921.

[SEAL.] WILL. H. HAYS,  
*Postmaster General.*

Approval by the President.

I hereby approve the above mentioned Convention, with the exception of the provisions of Articles 3 and 25, recited in the ratification of the Postmaster General, which are not approved and ratified by the Government of the United States, and in testimony thereof have caused the seal of the United States to be hereto affixed.

[SEAL.]

WARREN G. HARDING

By the President:  
CHARLES E. HUGHES  
*Secretary of State.*

WASHINGTON, January 23, 1922.

PROTOCOLE FINAL.

FINAL PROTOCOL.

Au moment de procéder à la signature des Conventions arrêtées par le Congrès postal universel de Madrid, les plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit:

At the moment of proceeding to sign the Conventions adopted by the Universal Postal Congress of Madrid, the undersigned Plenipotentiaries have agreed as follows:

Final protocol.

I

I

Les dispositions de l'article 11 de la Convention ne s'appliquent pas à la Grande-Bretagne et aux Dominions, Colonies et Protectorats britanniques, dont la législation intérieure ne permet pas le retrait de correspondances à la demande de l'expéditeur.

The provisions of article 11 of the Convention do not apply to Great Britain and to the British Dominions, Colonies, and Protectorates, of which the internal legislation does not permit the withdrawal of correspondence at the request of the sender.

Withdrawal of correspondence, not applicable to Great Britain, colonies, etc.  
Akte, p. 1986.

II

II

Chaque pays de l'Union, qu'il ait ou non le franc pour unité monétaire, a la faculté de fixer dans sa monnaie intérieure, d'accord avec l'Administration des postes suisses, les équivalents des taxes prévues par la présente Convention.

Each country of the Union, whether or not it has the franc for its monetary unit, is empowered to fix in its own currency, by agreement with the Swiss Postal Administration, the equivalents of the rates prescribed by the present Convention.

Each country to fix equivalent of the franc.

Ces équivalents ne peuvent pas être supérieurs au montant des taxes fixées par la présente Convention ni inférieurs au montant des taxes qui étaient en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 1920. Ils pourront cependant subir des modifications correspondant à la hausse ou à la baisse de la valeur de la monnaie légale du pays considéré, à condition de ne pas descendre en dessous des taxes adoptées lors de la mise à exécution de la Convention de Rome.

These equivalents must not exceed the rates fixed by the present Convention, or be less than the rates in force on the 1st of October, 1920. They may, however, be modified in accordance with the rise or fall of the value of the legal currency of the country concerned, on condition that they do not fall below the rates adopted when the Convention of Rome came into force.

Restriction.

III

III

Lorsque les taxes en vigueur dans un pays sont, par rapport au franc-or, à tel point inférieures à celles d'un autre pays qu'il devient avantageux d'expédier non affranchis ou insuffisamment affranchis les objets de la poste aux lettres à destination du premier de ces pays, l'Administration du second pays peut déclarer obligatoire l'affranchissement complet de ces objets.

When the rates in force in one country are, when compared with the gold franc, so much lower than those of another country that it becomes advantageous to send articles of mail addressed to the first country unpaid or insufficiently prepaid, the Administration of the second country may declare complete prepayment to be obligatory.

Obligatory prepayments.

Reciprocal measures.

L'Administration du pays à l'égard duquel cette mesure a été prise, est autorisée à l'appliquer, à titre de réciprocité et pour la même période, aux objets de correspondance à destination de l'autre pays.

The Administration of the country with regard to which this measure is taken is authorized to apply it, as a reciprocal measure and for the same period, to correspondence addressed to the other country.

Nonacceptance of reply-paid post cards permitted.

Est réservée à chaque pays la faculté de ne pas admettre les cartes postales avec réponse payée, dans les relations avec les autres pays lorsque la différence entre les taxes des deux pays est telle que l'emploi de ces cartes peut donner lieu à des abus de la part du public.

Each country is empowered not to accept reply-paid post cards in the service with other countries when the difference between the postage rates of the two countries is such that the use of these cards may give rise to abuses on the part of the public.

#### IV

Surcharge for articles in floating safe on mail vessels.

Est réservée aux pays de l'Union la faculté de percevoir une surtaxe, qui ne peut dépasser 30 centimes par 20 grammes ou fraction de 20 grammes, pour chaque envoi qui, à la demande de l'expéditeur, est transporté dans un coffrefort flottant placé à bord d'un paquebot postal. La surtaxe est acquise au pays d'origine de l'envoi.

Countries of the Union are empowered to charge a surtax, which may not exceed 30 centimes per 20 grams or fraction of 20 grams, for each article which, at the request of the sender, is conveyed in a floating safe placed on board a mail vessel. The surtax is retained by the country of origin of the article.

Regulation of use.

L'emploi de coffres-forts flottants est réglé de commun accord entre les Administrations qui conviennent d'assurer ce service dans leurs relations réciproques.

The use of floating safes is regulated by mutual agreement between the Administrations which agree to provide this service in their reciprocal relations.

#### V

Vote to New Zealand, etc., declared.

Il est pris acte de la déclaration faite par la délégation britannique au nom de son Gouvernement et portant qu'il a cédé à la Nouvelle-Zélande avec les îles Cook et autres îles dépendantes, la voix que l'article 29, 6°, de la Convention attribue aux autres dominions et à l'ensemble des colonies et protectorats britanniques.

Note is taken of the declaration made by the British delegation in the name of their Government to the effect that it has assigned to New Zealand, with the Cook Islands and other island dependencies, the vote which article 29, par. 6, of the Convention attributes to the other dominions and the whole of the British colonies and protectorates.

*Acte*, p. 2000.

#### VI

Protocol left open for further signatures.

Le Protocole demeure ouvert en faveur des pays dont les représentants n'ont signé aujourd'hui que la Convention principale, ou un certain nombre seulement des Conventions arrêtées par le Congrès, à l'effet de leur permettre d'adhérer aux autres Conventions signées ce jour, ou à l'une ou l'autre d'entre elles.

#### VI

The Protocol remains open to those countries whose representatives have to-day signed only the principal Convention, or only a certain number of the Conventions settled by the Congress, in order to permit them to adhere to the other Conventions signed this day, or to one or other of them.

## VII

## VII

Dans le cas où une ou plusieurs des parties contractantes aux Conventions postales signées aujourd' hui à Madrid ne ratifieraient pas l'une ou l'autre de ces Conventions, cette Convention n'en sera pas moins valable pour les États qui l'auront ratifiée.

En foi de quoi les plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent Protocole final, qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même des Conventions auxquelles il se rapporte, et ils l'ont signé en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement de l'Espagne et dont une copie sera remise à chaque partie.

Fait à Madrid, le trente novembre mil neuf cent vingt.

*Pour l'Allemagne:*

RONGE.  
SCHENK.  
ORTH.

*Pour les États-Unis d'Amérique:*

CONDE DE COLOMBI.  
POUR OTTO PRAEGER.

*Pour les Iles Philippines et les possessions insulaires des États-Unis d'Amérique:*

CONDE DE COLOMBI.  
POUR S. M. WEBER.

*Pour la République Argentine:*

A. BARRERA NICHOLSON.

*Pour l'Autriche:*

EBERAN.

*Pour la Belgique:*

A. PIRARD.  
TIXHON.  
HUB. KRAINS.

*Pour la colonie du Congo belge:*

M. HALEWYCK.  
G. TONDEUR.

*Pour la Bolivie:*

LUIS RODRIGUEZ.

*Pour le Brésil:*

ALCIBIADES PEÇANHA.  
J. HENRIQUE ADERNE.

If one or more of the contracting parties to the Postal Conventions signed to-day at Madrid should not ratify one or other of those Conventions, this Convention shall be none the less valid for the States which shall have ratified it.

Convention binding on States which ratify.

In faith whereof the under-mentioned plenipotentiaries have drawn up the present final Protocol, which shall have the same force and validity as if its provisions were inserted in the text itself of the Conventions to which it relates, and they have signed it in a single copy which shall remain in the Archives of the Government of Spain and of which a copy shall be delivered to each party.

Signatures.

Done at Madrid, the 30th of November, one thousand nine hundred and twenty.

*Pour la Bulgarie:*

N. STARTCHEFF.  
N. BOSCHNAKOFF.

*Pour le Chili:*

A. DE LA CRUZ.  
FLORENCIO MARQUEZ DE LA PLATA.

GUS. COUSIÑO.

*Pour la Chine:*

LIOU FOU-TCHENG.

*Pour la République de Colombie:*

W. MACLELLAN.  
GABRIEL ROLDAN.

*Pour la République de Costa-Rica:*

MANUEL M. DE PERALTA.

*Pour la République de Cuba:*

JUAN IRURETAGOYENA.

*Pour le Danemark:*

HOLLNAGEL JENSEN.  
HOLMBLAD.

*Pour la République Dominicaine:*

LEOPOLDO LOVELACE.

*Pour l'Égypte:*

N. T. BORTON.

*Pour la République de l'Équateur:*

LUIS ROBALINO DAVILA.  
LEONIDAS A. YEROVI.

- Pour l'Espagne:*  
 CONDE DE COLOMBI.  
 JOSÉ DE GARCIA TORRES.  
 GUILLERMO CAPDEVILA.  
 JOSÉ DE ESPAÑA.  
 MARTIN VICENTE.  
 ANTONIO CAMACHO.
- Pour les colonies espagnoles:*  
 BERNARDO ROLLAND.  
 MANUEL G. ACEBO.
- Pour l'Éthiopie:*  
 WEULDEU-BERHANE.
- Pour la Finlande:*  
 G. E. F. ALBRECHT.
- Pour la France:*  
 M. LEBON.  
 P. M. GEORGES BONNET.  
 M. LEBON.  
 G. BLIN.  
 P. BOUILLARD.  
 BARRAIL.
- Pour l'Algérie:*  
 H. TREUILLÉ.
- Pour les colonies et protectorats français de l'Indochine:*  
 ANDRÉ TOUZET.
- Pour l'ensemble des autres colonies françaises:*  
 G. DEMARTIAL.
- Pour la Grande-Bretagne et divers dominions, colonies et protectorats britanniques:*  
 F. H. WILLIAMSON.  
 E. J. HARRINGTON.  
 E. L. ASHLEY FOAKES.
- Pour l'Inde britannique:*  
 G. R. CLARKE.
- Pour la Commonwealth de l'Australie:*  
 JUSTINIAN OXENHAM.
- Pour le Canada:*  
 F. H. WILLIAMSON.
- Pour la Nouvelle-Zélande:*  
 R. B. MORRIS.
- Pour l'Union de l'Afrique du Sud:*  
 H. W. S. TWYGCROSS.  
 D. J. O'KELLY.
- Pour la Grèce:*  
 P. SCASSI.  
 TH. PENTHÉROUDAKIS.
- Pour le Guatemala:*  
 JUAN J. ORTEGA.  
 ENRIQUE TRAUMANN.
- Pour la République d'Haïti:*  
 LUIS MA. SOLÉR.
- Pour la République du Honduras:*  
 RICARDO BELTRAN Y ROZPIDE.
- Pour la Hongrie:*  
 C. DE FEJÉR.  
 G. BARON SZALAY.
- Pour l'Islande:*  
 HOLLNAGEL JENSEN.
- Pour l'Italie et les colonies italiennes:*  
 E. DELMATI.  
 T. C. GIANNINI.  
 S. ORTISI.
- Pour le Japon:*  
 S. NAKANISHI.  
 ARAJIRO MIURA.  
 Y. HIRATSUKA.
- Pour le Chosen:*  
 S. NAKANISHI.  
 ARAJIRO MIURA.  
 Y. HIRATSUKA.
- Pour l'ensemble des autres dépendances japonaises:*  
 S. NAKANISHI.  
 ARAJIRO MIURA.  
 Y. HIRATSUKA.
- Pour la République de Libéria:*  
 LUIS MA. SOLÉR.
- Pour le Luxembourg:*  
 G. FABER.
- Pour le Maroc (à l'exclusion de la zone espagnole):*  
 GÉRARD JAPY.  
 J. WALTER.
- Pour le Maroc (zone espagnole):*  
 M. AGUIRRE DE CARCER.  
 L. LÓPEZ-FERRER.  
 C. GARCIA DE CASTRO.
- Pour le Mexique:*  
 P. COSME HINOJOSA.  
 JULIO POULAT.  
 JULIO POULAT.  
 ALFONSO REYES.
- Pour le Nicaragua:*  
 M. IG. TERÁN.

*Pour la Norvège:*

SUMMERCHILD.  
KLAUS HELSING.

*Pour la République de Panama:*

J. D. AROSEMENA.

*Pour le Paraguay:*

FERNANDO PIGNET.

*Pour les Pays-Bas:*

A. W. KYMMELL.

J. S. v. GELDER.

*Pour les Indes néerlandaises:*

WIGMAN.

W. F. GERDES OOSTERBEEK.

J. VAN DER WERF.

*Pour les colonies néerlandaises en Amérique:*

WIGMAN.

W. F. GERDES OOSTERBEEK.

J. VAN DER WERF.

*Pour le Pérou:*

D. C. URREA.

O. BARRENECHEA Y RAYGADA.

*Pour la Perse:*

HUSSEIN KHAN ALAI.

C. MOLITOR.

*Pour la Pologne:*

W. DOBROWOLSKI.

MACIEJEWSKI.

Dr. MARJAN BLACHIER.

*Pour le Portugal:*

HENRIQUE MOUSINHO DE

ALBUQUERQUE.

*Pour les colonies portugaises de l'Afrique:*

JUVENAL ELVAS FLORIADO SANTA

BARBARA.

*Pour les colonies portugaises de l'Asie et de l'Océanie:*

JOSÉ EMILIO DOS SANTOS E SILVA.

*Pour la Roumanie:*

D. G. MARINESCO.

EUG. BOUKMAN.

*Pour le Salvador:*

ISMAEL G. FUENTES.

*Pour le Territoire de la Sarre:*

DOUARCHE.

*Pour le Royaume des Serbes Croates et Slovènes:*

DRAG. DIMITRIYEVITCH.

S. P. TOUTOUNDJITCH.

Dr. FRANYA PAVLITCH.

COSTA ZLATANOVITCH.

*Pour le Royaume de Siam:*

PHRA SANPAKITOH PREECHA.

*Pour la Suède:*

JULIUS JUHLIN.

THORE WENNQVIST.

*Pour la Suisse:*

MENGOTTI.

F. BOSS.

*Pour la Tchécoslovaquie:*

Dr. OTOKAR RŮŽIČKA.

VÁCLAV KUČERA.

*Pour la Tunisie:*

GÉRARD JAPY.

A. BARBARAT.

*Pour la Turquie:*

MÉHMÉD-ALI.

*Pour l'Uruguay:*

ADOLFO AGORIO.

*Pour les États-Unis de Venezuela:*

PEDRO-EMILIO COLL.

BARCELÓ.

A. POSSE.

Pour copie certifiée conforme

*Le Sous-secrétaire d'Etat*

E. DE PALACIOS

Approval by the  
Postmaster General.

Having examined and considered the provisions of the foregoing final protocol, signed in Madrid on the thirtieth day of November, A. D. 1920, relative to the Universal Postal Convention of Madrid, signed the same day, the same is by me, by virtue of the powers vested by law in the Postmaster General, hereby ratified and approved, by and with the advice and consent of the President of the United States.

In witness whereof I have caused the seal of the Post Office Department of the United States to be hereto affixed this 31st day of December, A. D. 1921.

[SEAL.]

WILL. H. HAYS,  
Postmaster General.

Approval by the President.

I hereby approve the above-mentioned final protocol, and in testimony thereof have caused the seal of the United States to be hereto affixed.

[SEAL.]

By the President:

CHARLES E. HUGHES

*Secretary of State.*

WASHINGTON, *January 23, 1922.*

WARREN G. HARDING

[Translation, by Post Office Department.]

Executory regulations.

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE LA CONVENTION POSTALE UNIVERSELLE

DETAILED REGULATIONS FOR THE EXECUTION OF THE CONVENTION

CONCLU ENTRE

CONCLUDED BETWEEN

Signatory powers.

L'ALLEMAGNE, LES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, LES ILES PHILIPPINES, LES AUTRES POSSESSIONS INSULAIRES DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE, L'AUTRICHE, LA BELGIQUE ET LA COLONIE DU CONGO BELGE, LA BOLIVIE, LE BRÉSIL, LA BULGARIE, LE CHILI, LA CHINE, LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE, LA RÉPUBLIQUE DE COSTARICA, LA RÉPUBLIQUE DE CUBA, LE DANEMARK, LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, L'ÉGYPTE, L'ÉQUATEUR, L'ESPAGNE ET LES COLONIES ESPAGNOLES, L'ÉTHIOPIE, LA FINLANDE, LA FRANCE, L'ALGÉRIE, LES COLONIES ET PROTECTORATS FRANÇAIS DE L'INDOCHINE, L'ENSEMBLE DES AUTRES COLONIES FRANÇAISES, LA GRANDE-BRETAGNE ET DIVERS DOMINIONS, COLONIES ET PROTECTORATS BRITANNIQUES, L'INDE BRITANNIQUE, LA COMMONWEALTH DE L'AUSTRALIE, LE CANADA, LA NOUVELLE ZÉLANDE, L'UNION DE L'AFRIQUE DU SUD, LA GRECE, LE GUATEMALA, LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI, LA RÉPUBLIQUE DU HONDURAS, LA HONGRIE, L'ISLANDE, L'ITALIE ET LES COLONIES ITALIENNES, LE JAPON, LE CHOSSEN, L'ENSEMBLE DES AUTRES DÉPENDANCES JAPONAISES, LA RÉPUBLIQUE DE LIBÉRIA, LE LUXEMBOURG, LE MAROC (À L'EXCLUSION DE LA ZONE ESPAGNOLE), LE MAROC (ZONE ESPAGNOLE), LE MEXIQUE, LE NICARAGUA, LA NORVÈGE, LA RÉPUBLIQUE DE

GERMANY, UNITED STATES OF AMERICA, PHILIPPINE ISLANDS, the other ISLAND POSSESSIONS of the UNITED STATES OF AMERICA, ARGENTINE REPUBLIC, AUSTRIA, BELGIUM and the COLONY of the BELGIAN CONGO, BOLIVIA, BRAZIL, BULGARIA, CHILE, CHINA, REPUBLIC OF COLOMBIA, REPUBLIC OF COSTA RICA, REPUBLIC OF CUBA, DENMARK, DOMINICAN REPUBLIC, EGYPT, ECUADOR, SPAIN and the SPANISH COLONIES, ETHIOPIA, FINLAND, FRANCE, ALGERIA, the FRENCH COLONIES AND PROTECTORATES of INDO-CHINA, the whole of the other FRENCH COLONIES, GREAT BRITAIN and various BRITISH DOMINIONS, COLONIES and PROTECTORATES, BRITISH INDIA, the COMMONWEALTH of AUSTRALIA, CANADA, NEW ZEALAND, the UNION of SOUTH AFRICA, GREECE, GUATEMALA, REPUBLIC of HAITI, REPUBLIC of HONDURAS, HUNGARY, ICELAND, ITALY and the ITALIAN COLONIES, JAPAN, CHOSSEN (KOREA), the whole of the other JAPANESE DEPENDENCIES, REPUBLIC of LIBERIA, LUXEMBURG, MOROCCO (except the Spanish Zone), MOROCCO (SPANISH ZONE), MEXICO, NICARAGUA, NORWAY, REPUBLIC of PANAMA, PARAGUAY, NETHERLANDS, DUTCH EAST INDIES, DUTCH COLONIES in AMERICA, PERU, PERSIA, POLAND, PORTUGAL, PORTUGUESE COLONIES in AFRICA, in ASIA and OCEANIA, ROUMANIA, SALVADOR, TERRITORY of the